BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

GB.307/STM/1
307e session

Conseil d'administration

Genève, mars 2010

**Commission des réunions sectorielles et techniques et des questions connexes**

**STM**

**POUR INFORMATION**

PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

# La dimension sectorielle des activités de l'OIT: actualisation des aspects sectoriels au regard de la crise économique mondiale: tourisme, services publics, éducation et santé

## Introduction

**1.** A sa 306e session (novembre 2009), le Conseil d'administration a demandé au Bureau de continuer à suivre l'évolution de la crise actuelle au niveau sectoriel en collectant et en diffusant des informations, en contrôlant et en évaluant les mesures prises par les mandants, en effectuant des travaux de recherche et d'analyse sociale et économique, et en identifiant et en diffusant les meilleures pratiques. Le présent rapport fournit des informations sur des faits intervenus récemment et analyse la situation dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'administration publique et du tourisme [1]. Le document examine en outre certaines des recommandations énoncées dans le Pacte mondial pour l'emploi et formulées par le Conseil d'administration.

## Evolution récente [2]

### Des signes de reprise qui tendent à se traduire en emplois

**2.** Aux troisième et quatrième trimestres de 2009, on a assisté à un retour progressif de l'activité globale sur les principaux marchés émergents, ainsi que dans un certain nombre d'économies avancées. Au troisième trimestre de 2009, le PIB réel a augmenté de 8,9 pour

[1] Les «secteurs» mentionnés dans le présent document sont ceux qui ont été définis par le Conseil d'administration pour le Programme des activités sectorielles mais, dans certains cas, il est fait référence à des secteurs définis par d'autres.

[2] Les données figurant dans le présent document se fondent sur les informations disponibles en janvier 2010.

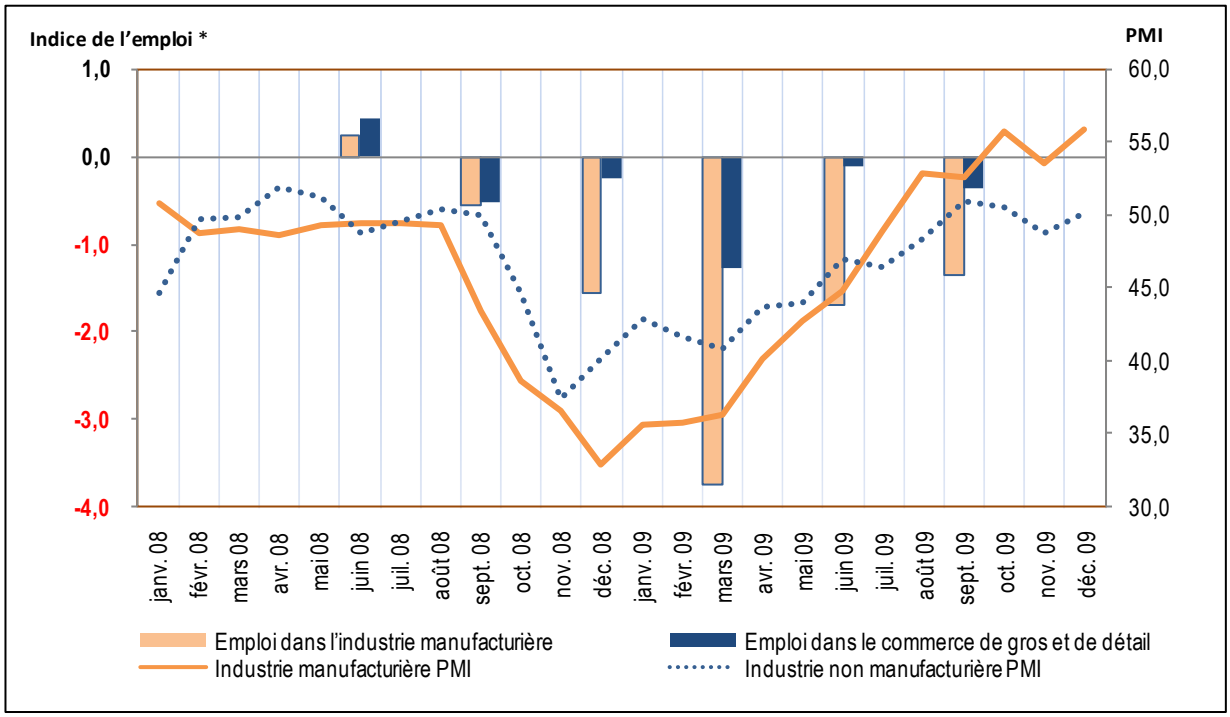
cent en Chine, de 7,9 pour cent en Inde, de 2,2 pour cent aux Etats-Unis, de 1,2 pour cent au Japon et de 0,4 pour cent dans la zone euro [3]. Des signes de reprise ont été aussi constatés dans certains pays d'Amérique latine, notamment au Brésil. Les données préliminaires relatives au quatrième trimestre semblent indiquer que l'activité économique redémarre [4]. Divers facteurs semblent y contribuer: plus grande stabilité des marchés financiers, importance des mesures de relance macroéconomiques, amélioration des dépenses de consommation et reprise de la production industrielle et du commerce mondial.

**3.** En décembre 2009, après s'être contracté pendant plusieurs trimestres consécutifs, l'Indice composite manufacturier des directeurs d'achat (PMI) a progressé à la fois pour la production et les nouvelles commandes à l'industrie manufacturière (voir figure 1), ce qui est le signe d'une expansion de la production à l'échelle mondiale, particulièrement dans les économies asiatiques émergentes et aux Etats-Unis. Dans la zone euro, la production manufacturière est restée en retrait par rapport à la tendance mondiale. Les données semblent en outre indiquer que les entreprises ont relevé les niveaux de la production qui se sont rapprochés des niveaux des ventes fermes, et ont ralenti le rythme de la liquidation des stocks. Le redémarrage de la consommation de biens durables (véhicules automobiles) et de matériels semble avoir joué un rôle important dans le redressement de la production manufacturière. De même, les résultats obtenus dans les secteurs des services, mesurés d'après le Global Services Business Activity Index (voir figure 1), ont continué de progresser pour le cinquième mois consécutif, ce qui incite à penser que les ventes de détail de biens et de services se sont globalement améliorées. Les achats de véhicules automobiles, dopés par les mesures de relance budgétaire, ont contribué temporairement à ce rebond.

[3] Banque centrale européenne et Bureau d'analyse économique des Etats-Unis, déc. 2009.

[4] Réserve fédérale des Etats-Unis: compte rendu du Comité de l'open market, déc. 2009.

**Figure 1. Indices de l'évolution de la production et de l'emploi dans l'industrie manufacturière et dans les services**




* L'indice de l'emploi représente l'évolution de l'emploi en pourcentage par rapport au trimestre précédent.

Source: PMI, J.P. Morgan et BIT, sur la base des enquêtes nationales sur la population active et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

**4.** Le retour du commerce mondial à une croissance positive, aux alentours de 4 pour cent au troisième trimestre de 2009, a donné un coup d'accélérateur à la reprise au Japon, en République de Corée, aux Etats-Unis et dans certains pays de la zone euro [5]. La situation des marchés extérieurs doit encore être consolidée dans les économies émergentes comme l'Inde et le Brésil, qui ont bénéficié de la vigueur de leur marché intérieur mais attendent toujours le redressement de leurs marchés à l'exportation [6]. Les exportations de fournitures industrielles, de biens d'équipement, d'automobiles et d'autres biens de consommation ont été plus dynamiques et semblent contribuer à l'accroissement des volumes du fret dans le secteur des transports. Selon les données de Bloomberg, l'Indice du coût du fret maritime (*Baltic Dry Index*-BDI) [7] a continué de se ressaisir au troisième trimestre de 2009, bien qu'il reste en deçà des niveaux d'avant la crise.

**5.** La situation du marché du travail a continué de se détériorer à l'échelle mondiale au troisième trimestre de 2009, mais à un rythme ralenti. L'emploi a reculé (d'un trimestre sur l'autre) de 1,3 pour cent dans l'industrie manufacturière, de 0,5 pour cent dans le transport, l'entreposage et les communications, et de 0,4 pour cent dans le commerce de gros et de détail. D'une année sur l'autre, le nombre d'emplois détruits s'est élevé à 9 millions dans le secteur manufacturier (8,1 pour cent), et à 2,1 millions (2 pour cent) dans le commerce de gros et le commerce de détail. En général, aucune amélioration n'a été constatée dans le secteur du bâtiment; cela est dû principalement à la faiblesse des fondamentaux dans le sous-secteur de l'habitat non résidentiel. Le nombre d'emplois détruits dans ce secteur a

[5] Banque centrale européenne: *Bulletin mensuel*, déc. 2009.

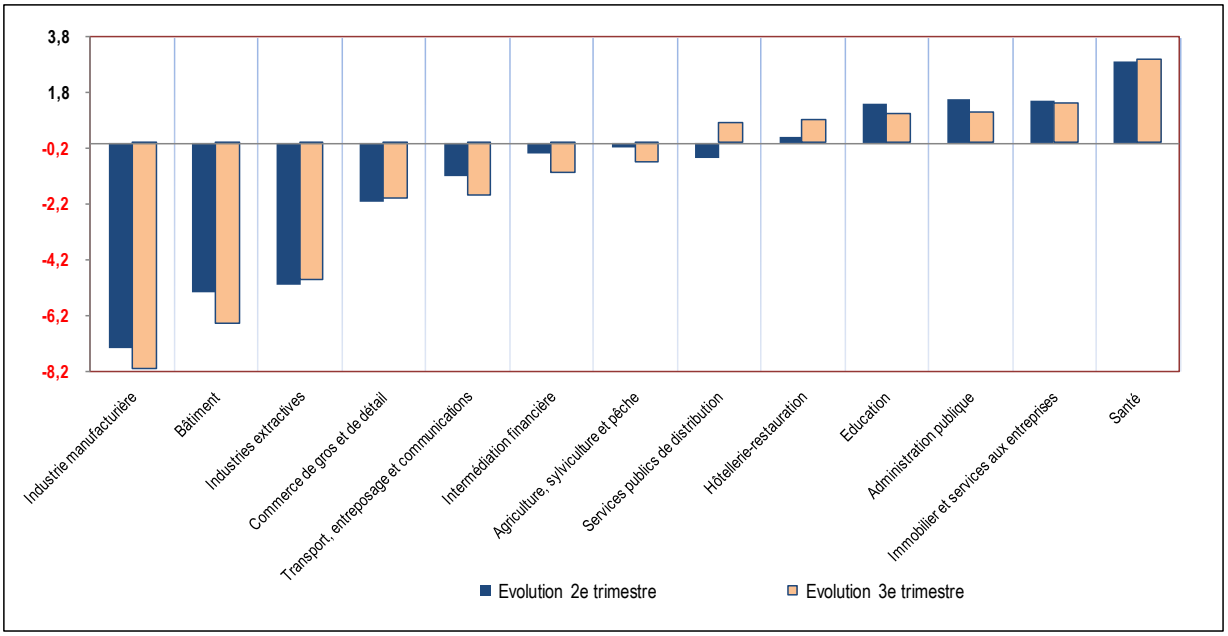
[6] Banque mondiale: Trade Watch, déc. 2009.

[7] Mesure du coût du transport maritime en vrac.

augmenté pour s'établir à 3,3 millions (6,5 pour cent) en septembre 2009 par rapport à septembre 2008 (voir figure 2) [8].

**6.** Dans un petit nombre de secteurs – l'intermédiation financière et les services fournis aux entreprises, y compris l'immobilier –, il y a eu des signes indiquant un léger redressement de l'emploi au troisième trimestre de 2009, tandis que l'emploi semblait mieux résister dans l'hôtellerie et la restauration et dans l'agriculture (d'un trimestre sur l'autre) au cours de la même période, même s'il a reculé dans ces derniers secteurs de 0,7 pour cent d'une année sur l'autre. En septembre 2009, l'emploi a continué de croître dans le secteur de la santé, mais il a légèrement reculé dans l'éducation et l'administration publique, malgré la croissance régulière enregistrée au cours des trimestres précédents, aussi bien d'un trimestre sur l'autre que d'une année sur l'autre (voir figure 2).

**Figure 2. Evolution de l'emploi en pourcentage dans les principales activités économiques de 2008 à 2009** (dans certaines économies) *




* Voir le tableau 1 de l'annexe.

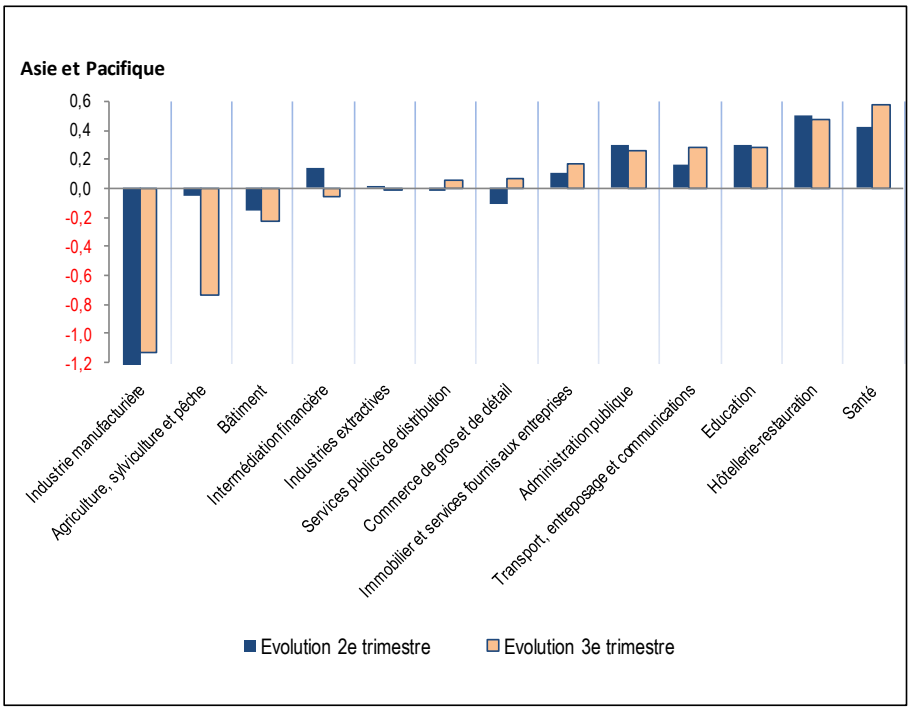
Source: BIT, sur la base des enquêtes nationales sur la population active et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

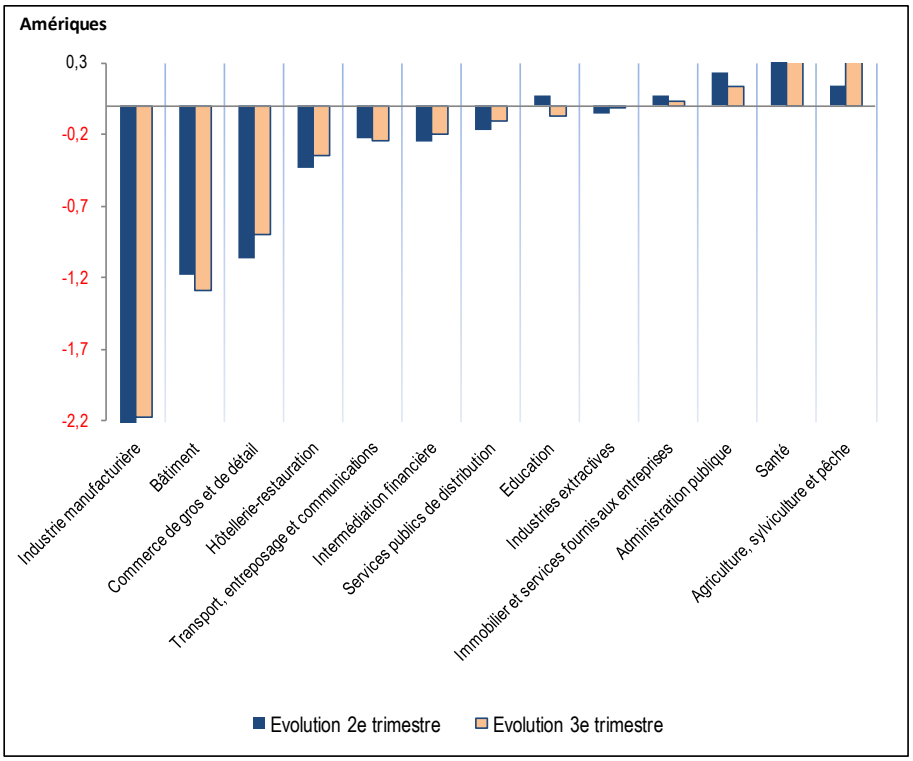
**7.** Les pertes d'emplois se répartissent de façon inégale d'une région à l'autre et entre les économies développées et les économies en développement. Globalement, dans la région Asie-Pacifique, l'emploi a mieux résisté qu'en Europe et que dans les Amériques (voir figure 3). Depuis que la crise a touché la région, la demande globale s'est contractée dans des secteurs orientés vers l'exportation comme l'industrie manufacturière et, dans une moindre mesure, l'agriculture. C'est dans ces secteurs, ainsi que dans le secteur du bâtiment, qu'il y a eu le plus grand nombre de licenciements au troisième trimestre de 2009 (d'une année sur l'autre). En Europe, l'emploi a continué de reculer dans l'industrie manufacturière, le bâtiment, le commerce de gros et de détail et dans le transport, l'entreposage et les communications (voir figure 3). Rien que dans l'industrie manufacturière, il y a eu 5,4 millions d'emplois perdus (d'une année sur l'autre) au troisième trimestre de 2009 – cette baisse est la plus importante de toutes les régions. D'autres secteurs sont restés relativement stables. Par contre, la récession dans les

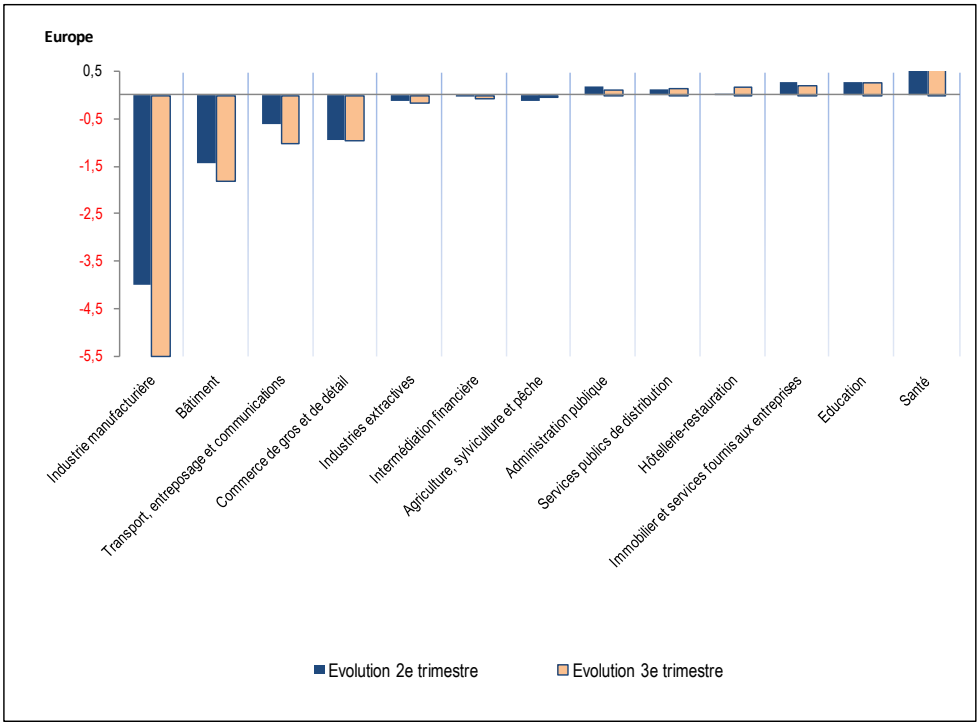
[8] Pour plus de précisions, voir tableau 1 de l'annexe.

Amériques s'est largement répandue dans l'ensemble de l'économie et le nombre de secteurs (agriculture, éducation, santé et administration publique) qui ont évité des licenciements au cours de la même période (voir figure 3) a diminué. La dégradation des marchés du travail dans cette région a été causée par les Etats-Unis.

**Figure 3. Evolution de l'emploi dans les principales activités économiques, par région de 2008 à 2009** (en millions, dans certaines économies) *



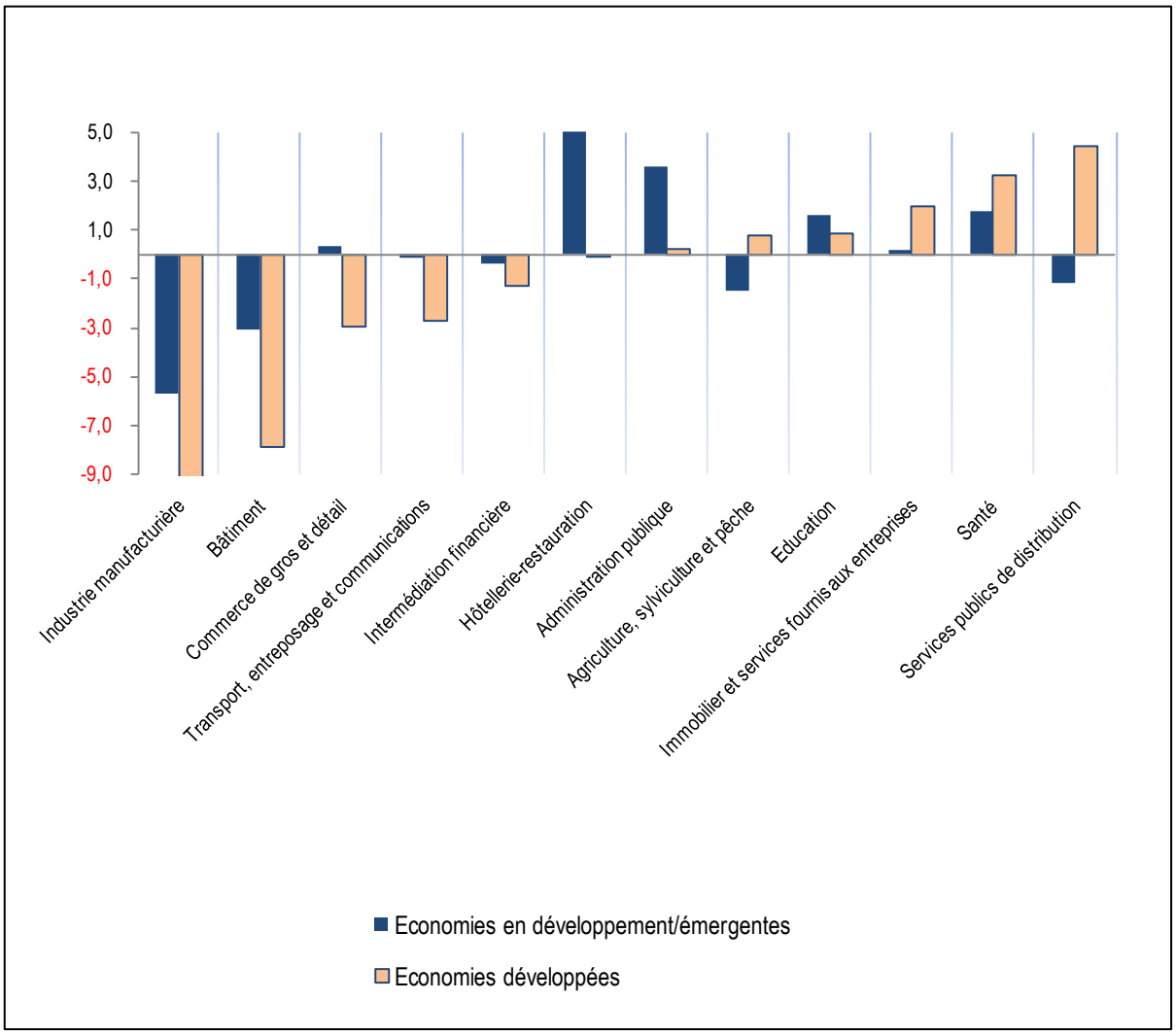



* Voir le tableau 2 de l'annexe.

Source: BIT, sur la base des enquêtes nationales sur la population active et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

**8.** Il y a eu plus de secteurs affectés par la dégradation de la situation de l'emploi dans les pays développés que dans les pays en développement. La crise de l'emploi a été particulièrement grave dans l'industrie manufacturière, le bâtiment, le commerce de gros et de détail, dans le transport, l'entreposage et les communications et dans l'intermédiation financière. Au troisième trimestre de 2009 (d'une année sur l'autre), le nombre d'emplois détruits dans ces secteurs a presque doublé dans les pays développés par rapport aux pays en développement (voir figure 4). Dans l'hôtellerie et la restauration, l'emploi est resté stable, mais des signes de dégradation sont perceptibles dans l'agriculture au cours de la même période dans les pays en développement; cette dégradation est due principalement aux conditions agroclimatiques.

**Figure 4. Evolution de l'emploi en pourcentage du troisième trimestre de 2008 au troisième trimestre de 2009, par secteur dans certaines économies développées et économies en développement ***

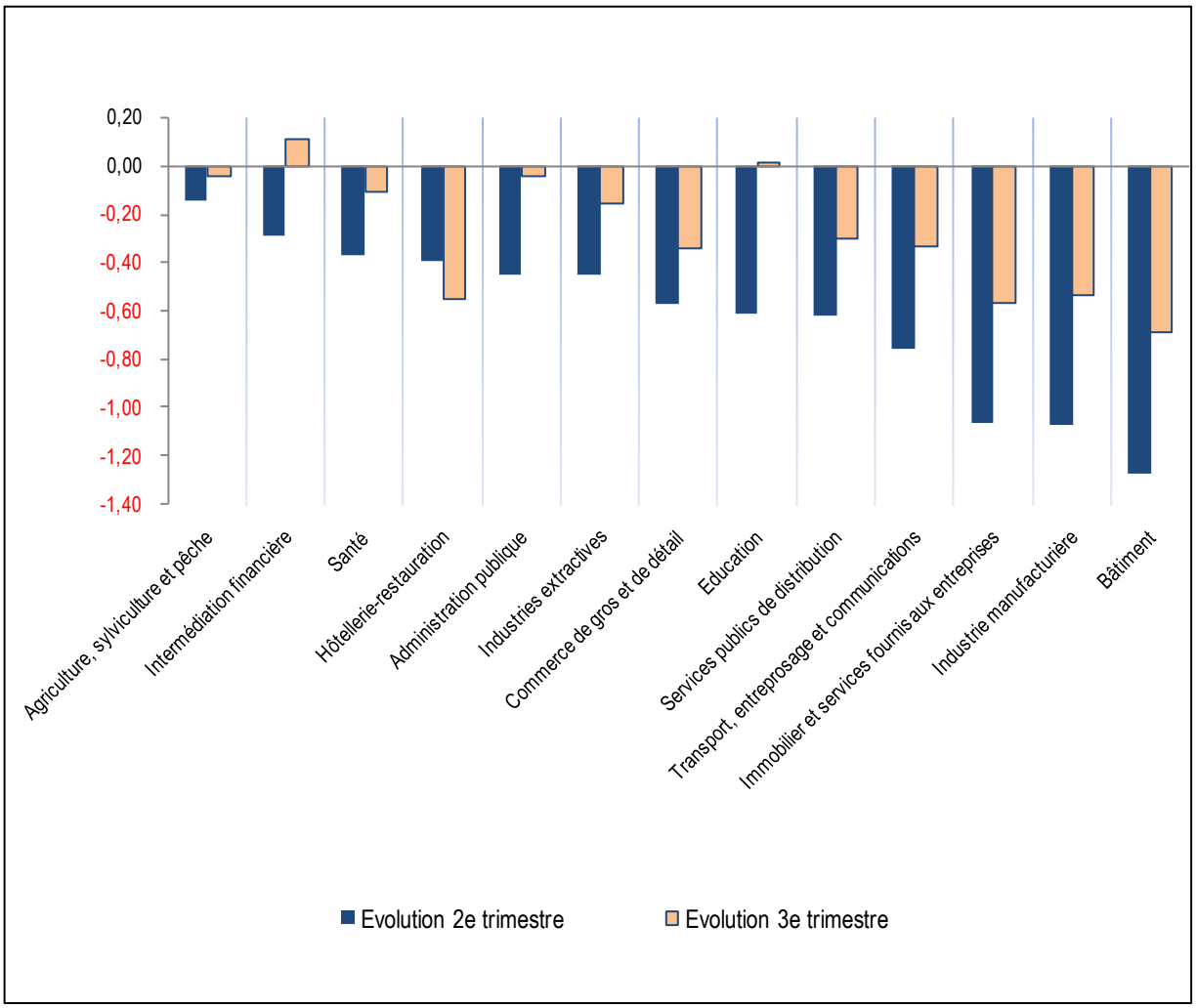



* Voir le tableau 1 de l'annexe.

Source: BIT, sur la base des enquêtes nationales sur la population active et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

**9.** Globalement, le ralentissement de l'augmentation du chômage au premier trimestre de 2009 (d'une année sur l'autre) semble dénoter une décélération du rythme des licenciements par opposition aux entreprises qui embauchent effectivement. Bien qu'elle puisse être attribuée à une amélioration de l'activité économique, cette tendance semble aussi indiquer une réponse positive aux divers dispositifs de réduction du temps de travail mis en place dans tous les secteurs pour éviter de nouveaux licenciements et faciliter le processus d'ajustement (voir figure 5).

**Figure 5. Evolution de la durée hebdomadaire du travail de 2008 à 2009, par activité économique**
(dans certaines économies)




Source: BIT, sur la base des enquêtes nationales sur la population active et des estimations officielles de chaque pays. Les données concernant les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

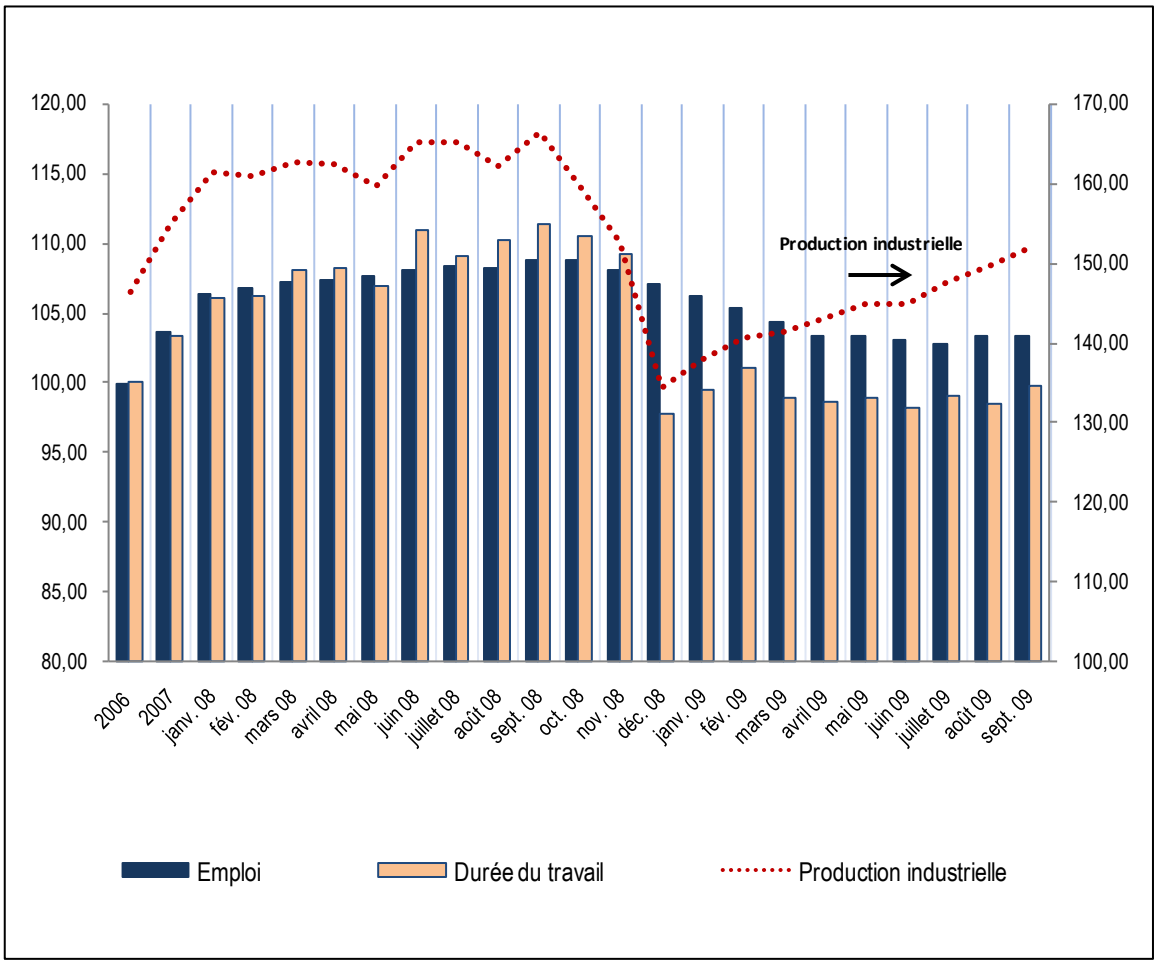
## Existe-t-il un risque de reprise sans emploi?

**10.** A en juger par les crises précédentes, l'emploi ne suit généralement qu'avec retard les fluctuations du cycle conjoncturel au tout début d'une reprise de l'activité économique. Habituellement, ce délai s'explique par la nécessité des entreprises de gagner en productivité et de maintenir les gains d'efficacité jusqu'à ce que leur confiance dans la demande se stabilise. Par ailleurs, il varie souvent d'un secteur à l'autre. Dans les services, par exemple, on peut s'attendre à ce que les embauches démarrent plus tôt que dans le secteur manufacturier car la demande de biens durables est plus lente à se rétablir. Dans la récession actuelle, les employeurs ont ressenti une très forte incertitude quant à l'avenir, d'où la tendance beaucoup plus radicale à licencier. Les destructions d'emplois dans des secteurs comme le secteur manufacturier ont atteint un tel niveau qu'il sera très difficile de regagner le terrain perdu (voir figure 1 plus haut).

**11.** Quand l'augmentation de la production ne s'accompagne pas de celle de l'emploi, la question se pose de la reprise «sans emploi». Selon les données provenant du secteur manufacturier dans certains marchés émergents (voir figure 6), les entreprises ne sont pas encore prêtes à créer des emplois même si, globalement, elles ont déjà réalisé de solides gains de productivité. Cela pourrait indiquer que la confiance des employeurs dans le

caractère durable de l'expansion reste médiocre, mais aussi que les entreprises comptent répondre à toute augmentation à court terme de la demande en allongeant la durée du travail de leurs salariés et en dopant la productivité, ce qui reporte à plus tard la nécessité d'embaucher. En effet, après avoir reculé régulièrement au cours des trois derniers trimestres (d'une année sur l'autre), la durée globale du travail dans l'ensemble des secteurs a commencé à augmenter au troisième trimestre de 2009 (voir figure 5 plus haut).

**Figure 6. Evolution de l'emploi, de la durée du travail et de la production industrielle au Brésil**




Source: Banque centrale du Brésil. Indices corrigés des variations saisonnières.

**12.** A moyen terme, la tendance à relocaliser la main-d'œuvre dans tous les secteurs ainsi que la perte de compétences résultant de l'éloignement permanent ou à long terme du marché du travail pourraient en outre freiner le rythme de la reprise de l'emploi.

## La voie vers la reprise durable de l'économie restant à trouver, le retour de l'emploi à son niveau d'avant la crise sera lent

**13.** La capacité de l'économie de générer une croissance capable de s'autoalimenter sans l'aide de l'Etat suscite toujours des inquiétudes. L'éventail des mesures de relance semble avoir apporté une aide nécessaire mais temporaire à des industries en difficulté. Par exemple, d'après des données récentes, les ventes de voitures ont augmenté en Allemagne, en Italie, au Portugal, en Espagne, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni; ces pays ont tous introduit une prime à la casse. Des effets d'entraînement ont été aussi signalés en Pologne et en

Slovaquie [9]. Cependant, les ventes ont chuté quand certains de ces programmes sont arrivés à expiration [10]. L'expiration prochaine de plusieurs mesures d'incitation fiscale ainsi qu'un retrait anticipé d'autres mesures de relance risquent de compromettre certains de leurs premiers effets positifs, à moins que la consommation du secteur privé et l'investissement ne réagissent rapidement face au redémarrage de l'activité.

**14.** Qui plus est, dans la plupart des pays, les fondamentaux de l'économie sont encore fragiles. Le taux d'utilisation des capacités industrielles est très bas, les échanges commerciaux restent en deçà de leurs niveaux d'avant la crise, les petites entreprises et les ménages continuent de souffrir du resserrement du crédit, enfin la consommation et la confiance des consommateurs sont en demi-teinte; cette situation est due principalement aux incertitudes face à l'emploi et au manque de vigueur de la reprise économique. Dans ce contexte, les employeurs dans tous les secteurs font preuve de prudence, qu'il s'agisse d'embaucher ou d'investir dans l'équipement, même lorsque la demande de leurs produits augmente. La faiblesse de la demande globale semble être la principale préoccupation à moyen terme. Dans ce scénario, le rythme de la reprise économique continuera vraisemblablement d'être modéré en 2010 et la croissance de l'emploi sera plutôt modeste par rapport aux reprises précédentes.

## Les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'administration publique et du tourisme passés au crible

**15.** Les précédents rapports sur la dimension sectorielle de la crise actuelle portaient sur des secteurs dans lesquels les ajustements sur le marché du travail passaient principalement par des suppressions d'emplois. Toutefois, les secteurs n'ont pas tous été touchés de la même manière par la crise; en fait, certains ont été plus résilients et ont même créé des emplois alors que la crise sévissait. C'est le cas par exemple de l'éducation, de la santé, de l'administration publique et du tourisme. Si les effets du ralentissement économique ne se sont pas fait immédiatement sentir dans ces secteurs, des déficits budgétaires et des dettes publiques d'un niveau sans précédent, dans les pays développés comme dans les pays en développement, risquent de se traduire par une détérioration de la situation sur le marché du travail à partir de 2010, en particulier dans les services publics. Avec une dette publique qui, selon les projections, devrait atteindre 118 pour cent du PIB d'ici à 2014 dans les pays avancés du G20 [11], de nombreux gouvernements ont déjà annoncé de fortes réductions des dépenses publiques et, dans certains cas, un gel des salaires. Ces mesures auront vraisemblablement des conséquences pour les travailleurs dans les services publics. La situation risque d'être encore plus délicate pour les pays en développement qui, pour nombre d'entre eux, ont abordé la crise dans une position budgétaire structurelle relativement fragile.

**16.** Les paragraphes ci-après visent à analyser plus avant le pourquoi de ces tendances et à donner des éléments permettant de mieux appréhender les difficultés auxquelles ces quatre secteurs risquent d'être confrontés sur les plans de l'emploi et des conditions de travail, alors que l'économie et les gouvernements tablent sur une reprise en 2010-11.

[9] OCDE: *L'industrie automobile pendant et après la crise*, document de travail n° 745, 2010.

[10] Bureau d'analyse économique des Etats-Unis.

[11] FMI: *The State of Public Finances Cross-Country Fiscal Monitor*, Staff Position Note, nov. 2009.

## Education et recherche

### *Les effets de la récession économique sur le secteur ont été plus marqués en 2009*

**17.** Pendant la période qui a précédé la crise, la demande (inscriptions) et l'emploi dans le secteur ont continué de progresser à l'échelle mondiale, bien que de manière inégale selon les régions. Ces dix dernières années, l'emploi avait toutefois progressé moins vite que les inscriptions, ce qui indiquait une pénurie d'enseignants dans le monde. Le Bureau a constaté les premières difficultés budgétaires et, partant, les premiers problèmes de financement public dans plusieurs pays en 2009. L'éducation et la formation dépendant pour beaucoup de ce type de financement, l'éducation, dans son ensemble ou à certains niveaux, était ou risquait d'être touchée par les réductions budgétaires. C'est dans les pays d'Europe associant un taux de croissance relativement élevé et un endettement lourd en proportion du PIB que les effets ont été les plus visibles et les plus immédiats, ces pays ayant été contraints d'accepter des limitations strictes de leurs dépenses publiques pour bénéficier de prêts d'urgence consentis par le Fonds monétaire international (FMI) ou d'autres importantes mesures de sauvetage financier au premier semestre de 2009 [12].

**18.** Les projections récentes relatives au financement de l'éducation sont particulièrement sombres pour l'Afrique subsaharienne. Selon les estimations du Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de 2010, le ralentissement de la croissance et la diminution des recettes se traduiront par une baisse annuelle moyenne des ressources disponibles pour l'éducation de 4,6 milliards de dollars en 2009 et 2010, ce qui représente plus du double du montant actuel de l'aide internationale pour l'éducation de base dans la région; les dépenses par élève de l'enseignement primaire pourraient diminuer de 10 pour cent en 2010 [13]. Des craintes analogues se sont fait jour dans d'autres régions, en particulier en ce qui concerne le choix de familles pauvres de retirer leurs enfants de l'école. Si ces projections se réalisent, ce déficit de financement affectera principalement les travailleurs du secteur de l'éducation, en particulier les enseignants, dont les salaires représentent jusqu'à 90 pour cent des frais de fonctionnement de l'éducation dans de nombreux pays, et entraînera de nouvelles coupes dans les dépenses de matériels et d'infrastructures pour l'enseignement de base [14].

### *Evolution de l'emploi – malgré un ralentissement, la tendance reste positive dans de nombreux pays*

**19.** Selon les données disponibles concernant les tendances dans 51 pays, pour la plupart développés mais pour d'autres émergents ou en développement, l'emploi a continué de progresser dans le secteur de l'éducation jusqu'en septembre 2009, bien qu'à un rythme moins soutenu qu'au premier semestre de 2009. Par rapport à la même période en 2008, le nombre d'emplois dans l'éducation a enregistré une hausse générale de 1,1 pour cent dans ces pays. C'est en Asie et dans le Pacifique (Chine et Inde non comprises) que la

[12] BIT: *Impact of the Global Economic Recession on Education*, SECTOR Notes, Département des activités sectorielles, Genève, juillet 2009.

[13] Education pour tous: *Atteindre les marginalisés, Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010*, UNESCO, Paris, et Oxford University Press, Londres, 2010.

[14] Sarvi Jouko: *Implications of the Global Recession on Quality, Equity and Financing of Education in Asia and the Pacific*, document soumis à la Conférence sur les conséquences du ralentissement économique mondial sur la pauvreté et le développement durable en Asie et dans le Pacifique, Hanoi, 28-30 sept. 2009.

progression a été la plus forte entre 2008 et 2009, avec une augmentation de 3,6 pour cent. En Europe, la croissance était dans la moyenne de toutes les régions, tandis que, pour la première fois, elle a été négative dans neuf pays de la région des Amériques pour lesquels des données sont disponibles, ce qui confirme les tendances constatées précédemment (voir dans l'annexe les figures 3 et 4 ci-dessus et les tableaux 2.1 à 2.3 pour les pays couverts).

**20.** Si dans l'ensemble l'emploi des hommes dans le secteur a stagné à la fin de 2008 et au premier semestre de 2009, celui des femmes a continué de progresser légèrement (de plus de 2 pour cent), essentiellement du fait de la progression de l'emploi dans les pays européens [15]. Ces chiffres sont peut-être l'illustration de décisions politiques prises pour protéger l'emploi dans l'enseignement de base, où les femmes sont largement majoritaires. D'une manière générale, il ne fait aucun doute que la composante éducation des plans de relance adoptés dans de nombreux pays à revenu élevé, en particulier, a contribué à protéger les emplois dans ce secteur.

**21.** Ce type de soutien a néanmoins ses limites. Aux Etats-Unis, 15 à 20 pour cent de l'enveloppe allouée pour le plan de relance adopté en 2009 ont été utilisés pour soutenir directement ou indirectement les enseignants (essentiellement grâce à des financements publics accordés par les districts à des écoles d'Etat ou locales). Les statistiques de décembre 2009 font apparaître une légère hausse de l'emploi dans son ensemble dans les services d'éducation par rapport à l'année précédente, ce qui va dans le sens des grands principes du Pacte mondial pour l'emploi, lequel préconise en particulier la mise en place de services publics de qualité pour protéger et développer l'emploi. Toutefois, elles montrent aussi que le nombre d'emplois qui, dans l'éducation, dépendent des administrations locales a légèrement diminué et que le chômage cumulé dans les secteurs de l'éducation et de la santé a enregistré une hausse significative depuis décembre 2008, passant de 3,8 à 5,6 pour cent [16].

**22.** Les rapports disponibles montrent que, si l'emploi dans l'éducation n'a pas nettement reculé dans l'ensemble, certains pays, certaines régions dans les pays (administration locale), certains niveaux d'enseignement, certains types d'établissements (écoles privées financées entièrement ou en partie par les frais de scolarité) et certains types d'emplois (personnel non enseignant) commencent à ressentir les effets de cette récession ininterrompue et de la diminution des investissements publics ou du pouvoir d'achat.

**23.** La plupart des pays très endettés ont dû procéder à de nombreuses suppressions d'emplois ou geler les recrutements. Entre septembre 2008 et septembre 2009, le nombre d'emplois dans le secteur de l'éducation a chuté de plus de 10 pour cent en Bulgarie, de 6 pour cent en Islande et de presque 5 pour cent en Roumanie. En Irlande, en Lettonie et en Lituanie, ce nombre est resté stable pendant cette période. Néanmoins, l'Irlande a annoncé la création de postes d'enseignants dans les écoles primaires à partir de 2010, malgré des réductions budgétaires affectant les salaires et les prestations (voir ci-après), tandis qu'en Hongrie l'emploi dans le secteur a progressé de 4 pour cent entre 2008 et 2009. D'autres pays ont eux aussi augmenté le nombre d'emplois dans l'éducation, par exemple de près de 5 pour cent dans le cas de la Pologne et du Portugal, de plus de 5 pour cent pour la République tchèque et le Danemark, de 6 pour cent pour la Thaïlande et de plus de 10 pour cent pour la Malaisie et le Royaume-Uni. Les exemples témoignent de l'importance des

[15] BIT: *Sectoral coverage of the global economic crisis: Trends in employment and working conditions by economic activity: Statistical update*, Département des activités sectorielles, Genève, juin 2009.

[16] Ministère du Travail des Etats-Unis: *The Employment Situation – December 2009*, Bureau of Labor Statistics, Washington, DC, janv. 2010.

recommandations du Pacte mondial qui lient la protection et la croissance de l'emploi à la fourniture de services publics d'intérêt général. Au même moment, des pays moins touchés par les problèmes de financement public ont réduit le nombre d'emplois dans le secteur de l'éducation, notamment la France (–4 pour cent) et la Norvège (–6 pour cent). Ces tendances nationales divergentes semblent indiquer que les décisions au niveau national d'encourager ou non les investissements, et donc l'emploi, dans l'éducation comptent autant que la situation budgétaire générale d'un pays.

**24.** L'emploi a également été touché à certains niveaux, par exemple dans l'enseignement supérieur. Aux Etats-Unis, malgré un plan de relance qui prévoit un soutien des budgets des Etats et des collectivités locales, la plupart des Etats ont réduit les programmes en 2009. Ainsi, 80 pour cent des universités publiques ont indiqué, dans le cadre d'une enquête, avoir réduit le nombre de postes temporaires ou permanents, tandis que 50 pour cent d'entre elles ont dit avoir procédé à des licenciements au lieu de simplement diminuer le nombre de postes vacants [17].

### *Les effets sur les paramètres du travail décent dans le secteur sont inégaux*

**25.** Les données dont dispose le Bureau indiquent que le nombre d'heures travaillées dans l'éducation a augmenté de 0,6 heure en moyenne au deuxième trimestre de 2009. Les informations disponibles ne permettent pas de comprendre les raisons de cette augmentation dans les pays étudiés, bien que ce phénomène soit peut-être la manifestation de l'allongement du temps de travail qui touche plus particulièrement le personnel non enseignant, puisque l'emploi dans ces catégories a été réduit.

**26.** Les conséquences sur les salaires dans l'éducation varient d'un pays à l'autre. Des pays très endettés [18] et confrontés à une baisse des financements publics ont parfois appliqué des réductions drastiques. En Lettonie, les salaires des enseignants ont enregistré une baisse comprise entre 25 et 30 pour cent en septembre 2009, mais le gouvernement a par la suite annoncé son intention d'augmenter l'enveloppe destinée à leur financement afin de rétablir le niveau des salaires et des primes [19]. En Estonie, sous l'effet de la récession et des restrictions budgétaires en 2009, les salaires des enseignants on dû être ramenés à leur niveau de 2008 [20]. En Irlande, les salaires des enseignants ainsi que d'autres travailleurs du secteur public ont subi une baisse allant de 5 à 10 pour cent en janvier 2010 [21].

[17] C. Keller: *Coping Strategies of Public Universities during the Economic Recession of 2009: Results of a Survey on the Impact of the Financial Crisis on University Campuses*, Association of Public and Land-Grant Universities, Washington, DC, nov. 2009.

[18] Education International: *Education: The Cost of the Crisis: A study on the effects of loans from international financial institutions on the education sector in Central and Eastern Europe and Central Asia*, Bruxelles, août 2009.

[19] N. Kolyako: «Teachers' salaries in Latvia to be cut by half as of September» dans *Baltic Course*, Riga, juin 2009, et «Teachers' salaries in Latvia will be raised 30 per cent in 2010» dans *Baltic Course*, Riga, oct. 2009.

[20] Syndicat estonien du personnel de l'éducation: *The salaries of teachers in Estonia in year 2009*, Tallinn, janv. 2010.

[21] Ministère des Finances: *Summary of 2010 Budget Measures Policy Changes*, site Web du gouvernement de l'Irlande (consulté en janvier 2010); Organisation nationale des enseignants

**27.** En règle générale, les pays peu endettés ou appliquant des plans de relance dans l'éducation n'ont pas connu de réduction drastique des salaires. Aux Etats-Unis, les salaires hebdomadaires dans le secteur de l'éducation et des services de santé ont légèrement augmenté (+1,8 pour cent) entre décembre 2008 et décembre 2009 [22].

**28.** On a craint dans un premier temps d'importantes répercussions sur les pensions du secteur de l'éducation et, dans certains pays comme le Pérou, le niveau des pensions a effectivement été gelé malgré une hausse considérable du coût de la vie [23], mais aucun élément ne permet d'affirmer que ces craintes se soient concrétisées à grande échelle.

### *Face à la récession – le dialogue social, une solution efficace dans certains pays*

**29.** Le Pacte mondial pour l'emploi préconise d'engager le dialogue social sur la base du tripartisme et de la négociation collective entre employeurs et travailleurs afin de lutter de manière constructive et durable contre la récession actuelle. Plusieurs pays ont suivi ce conseil, même si la négociation et d'autres mécanismes de dialogue social ne sont pas appliqués de manière uniforme et n'ont donné aucun résultat dans certains cas. En Estonie, des négociations entre les autorités locales et les syndicats ont permis de maintenir les salaires à leur niveau d'avant la récession au lieu de les ramener à celui de 2008 [24]. En Croatie, des négociations similaires sur le gel des salaires auraient permis de trouver un compromis sur une hausse des salaires en 2010. Au Nigéria, après des négociations, les augmentations de salaire prévues pour 2009 ont été maintenues malgré une détérioration de la situation économique, et un appel à investir dans des secteurs vecteurs de croissance économique – dont l'éducation – a été lancé dans le cadre d'un sommet national sur l'emploi auquel a participé le syndicat d'enseignants [25]. En revanche, en Irlande, les syndicats d'enseignants affirment que le gouvernement a rompu les négociations relatives à un projet de budget pour le secteur public et a imposé de manière unilatérale des réductions de salaire en décembre 2009 [26].

### *Envisager l'avenir – l'éducation risque de se ressentir de la persistance de la récession et des lourds déficits publics*

**30.** Si la récession se poursuit, ses effets sur l'éducation s'aggraveront probablement. Aux Etats-Unis, les établissements d'enseignement supérieur sont très pessimistes du fait des menaces qui pèsent sur le budget des établissements et leur solvabilité sur le travail au cœur de leur mandat et l'emploi dans les 18 prochains mois. Selon les projections pour les pays en développement d'Afrique publiées dans le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de 2010, une récession ininterrompue et prolongée associée à des

irlandais: *Effect of public service salary reductions at various pay levels*, site Web (consulté en janvier 2010).

[22] Ministère du Travail des Etats-Unis: *Real Earnings – December 2009*, Bureau of Labor Statistics, Washington, DC, janv. 2010.

[23] BIT: SECTOR Note, *op. cit.*

[24] Syndicat estonien du personnel enseignant, *op. cit.*

[25] BIT: SECTOR Note, *op. cit.*

[26] «Teacher unions rule out return to talks on change», déclaration conjointe de quatre syndicats d'enseignants, communiqué de presse paru sur le site Web de l'Organisation nationale des enseignants irlandais, 12 déc. 2009.

déficits publics déjà élevés contraindra probablement les autorités compétentes à l'échelle nationale et locale à réduire encore les dépenses dans le secteur de l'éducation, ce qui aura des répercussions sur l'emploi sectoriel ainsi que sur les conditions d'enseignement et d'apprentissage. Paradoxalement, les récessions économiques ont tendance à inciter les intéressés à prolonger leurs études, d'où une hausse de la demande, et les enseignants à rechercher des postes plus sûrs, d'où une augmentation des possibilités de recrutement. En même temps, le déficit de recettes et de financements publics risque d'entraîner des restrictions qui affecteront le nombre de travailleurs du secteur de l'éducation et leurs conditions d'emploi, les infrastructures et les subventions pour l'accès des enfants pauvres.

## Le secteur des services de santé

### *La récession a entraîné dans certains pays une réduction des dépenses de santé*

**31.** Alors que la plupart des pays ont maintenu leurs dépenses de santé, la crise en a obligé d'autres à les réduire. Ainsi, la Lituanie, la Hongrie et la Roumanie ont annoncé une baisse des dépenses prévues pour 2009 [27]. En Lettonie, le budget de la santé pour 2009 a été amputé de 21 pour cent par rapport à celui de 2008. L'Irlande se propose de restreindre ses dépenses de santé de 4,9 pour cent en 2010 après des années d'augmentations régulières [28]. L'OCDE a recommandé à l'Islande de freiner ses dépenses dans ce domaine pour stabiliser les finances publiques après l'effondrement du système bancaire [29]. Plusieurs pays africains ont également indiqué qu'ils allaient réduire leurs dépenses de santé. Les crises précédentes qui ont touché, par exemple, l'Indonésie, la Thaïlande ou la Russie ont montré qu'après un resserrement du budget national de la santé, il faut plusieurs années pour revenir au niveau de dépense de santé publique par habitant antérieur à la crise [30].

**32.** Les pays qui parviennent à maintenir la part des dépenses publiques totales ou du PIB affectés à la santé risquent tout de même de ne pas pouvoir financer les services publics de santé à mesure que l'économie nationale se contracte. Une analyse de la Banque mondiale portant sur de précédentes crises (Argentine 2001 et Indonésie 1997) indique que les dépenses de santé réelles peuvent diminuer sous l'effet conjugué de la baisse des recettes, de la dévaluation de la monnaie et de la réduction de l'aide au développement [31]. De plus en plus de pays doivent faire appel à l'aide étrangère pour boucler leur budget de la santé [32]. Si les pays développés et les organisations caritatives réduisent leur appui aux

[27] Organisation mondiale de la santé, Bureau régional de l'Europe: *La santé en période de crise économique mondiale: incidences pour la région européenne de l'OMS*, document de travail, 2009.

[28] Ministère irlandais des Finances: *Estimates for Public Services and Summary of Public Capital Programme*, site Web (consulté en janvier 2009).

[29] OCDE: *Etude économique de l'Islande*, 2009.

[30] P. Gottret et coll.: *Protecting Pro-Poor Health Services during Financial Crises: Lessons from Experience*, Banque mondiale, Département de la santé, de la nutrition et de la population, avril 2009.

[31] Idem.

[32] L'aide au développement en matière de santé est passée de 2,5 milliards de dollars E.-U. en 1990 à 13 milliards de dollars E.-U. en 2005. OMS: *Aid Effectiveness and Health*, document de travail n° 9 de la série «Pour un bon fonctionnement des systems de santé», WHO/HSS/healthsystems/2007.2, Genève, 2007.

programmes de santé, cela aura des répercussions sur la protection sociale en matière de santé.

**33.** En revanche, certains plans de relance budgétaire agissent sur les dépenses de santé. La Chine a indiqué en 2009 qu'elle consacrerait une partie des quelque 586 milliards de dollars E.-U. de son plan de relance économique à la santé publique et à l'éducation dans les zones rurales [33]. Le gouvernement indien a annoncé l'adoption de plans visant à instaurer de nouvelles mesures de protection sociale dans les domaines de la santé, du handicap et de l'assurance-vie en faveur des travailleurs de l'économie informelle. L'augmentation des dépenses du Japon consacrées à la protection sociale et à la santé publique devrait permettre de réduire le montant des primes d'assurance-maladie des personnes âgées à faible revenu et d'apporter une aide à certains hôpitaux.

### *Le secteur de la santé a échappé aux licenciements massifs*

**34.** Le Pacte mondial pour l'emploi encourage les pays à assurer la viabilité des systèmes de protection sociale et à garantir une protection sociale minimale comportant l'accès aux soins médicaux et à des prestations minimales. La mesure dans laquelle la crise financière touchera les professionnels de la santé dépendra des crédits budgétaires alloués au secteur par chaque gouvernement. Généralement, les dépenses de personnel représentent la plus grande partie du budget national de la santé (environ 42 pour cent) [34]. Dans certains pays développés, les salaires représentent 60 pour cent des dépenses de santé.

**35.** A la différence des autres secteurs, dans celui des services de la santé, les niveaux d'emploi globaux ont continué d'augmenter par rapport à la période antérieure à la crise. Par comparaison avec la même période de 2008, l'emploi global s'est accru de 2,3 pour cent (voir figure 3 ci-dessus). C'est en Asie et dans le Pacifique (Chine et Inde exclues) qu'il a progressé le plus fortement (6,2 pour cent), et il a continué de progresser en Europe et dans les Amériques (2,3 pour cent) mais à un rythme plus lent qu'au cours des trimestres précédents (voir les tableaux 2.1 à 2.3 de l'annexe). La croissance de l'emploi dans le secteur de la santé est tributaire de facteurs complexes régissant la demande de services de santé. En outre, les niveaux globaux ne rendent pas pleinement compte de la situation. Dans certains pays ou régions, certaines unités de soins ont mis fin aux contrats de travailleurs temporaires ou non syndiqués et gelé les effectifs aux niveaux actuels, en laissant des postes vacants. Le ministère de la Santé de la Lettonie a fait face à d'importantes réductions budgétaires en réorganisant plusieurs organismes de santé publique, et en supprimant certains emplois administratifs et de soignants [35].

### *Les conditions de travail se détériorent depuis de nombreuses années*

**36.** La récession est un facteur supplémentaire qui pousse les ministères de la Santé à prendre des décisions draconiennes en matière de répartition des crédits alloués aux services de santé. Confronté à une diminution des recettes publiques, le ministère de la Santé de l'Estonie a adopté un certain nombre de réformes, par exemple l'allongement des horaires des personnels soignants, ce qui fait craindre une nouvelle vague de migrations de

[33] S. Khatiwada: *Stimulus Packages to Counter Global Economic Crisis: A Review*, document de travail n° 196, Institut international d'études sociales, BIT, 2009.

[34] OMS: *Travailler ensemble pour la santé: rapport sur la santé dans le monde 2006*, Genève.

[35] «Latvian Healthcare sector hit by recessionary cutbacks», European Industrial relations observatory Online, 26 oct. 2009.

travailleurs de la santé [36]. Certains pays ont réduit les honoraires des médecins ou ont gelé les salaires des administrateurs et médecins des hôpitaux [37]. Dans les hôpitaux publics de Hongrie et de Bulgarie, l'ensemble des salaires des professionnels de la santé ont été gelés [38]. En Islande et dans certaines parties des Etats-Unis, les personnels infirmiers n'ont plus droit à des primes d'heures supplémentaires, d'astreinte ou de travail de nuit et ont été encouragés à allonger leur horaire normal ou à retarder leur départ à la retraite. Avec l'accroissement du chômage dans d'autres secteurs, ceux qui ont choisi de travailler plus sont probablement devenus les premiers apporteurs de revenu du ménage [39]. L'Organisation des personnels infirmiers et sages-femmes de l'Irlande estime que les baisses de salaire annoncées dans la fonction publique entraîneront une perte de 14 pour cent pour les personnels infirmiers et sages-femmes à revenus moyen et faible [40].

### *Le déficit de travail décent dont souffrent les professionnels de la santé nuit à la fourniture d'une protection sociale de la santé*

**37.** La pénurie de personnel de santé limite la capacité des Etats à assurer une protection sociale en matière de santé. Des calculs basés sur l'Indicateur de déficit d'accès mondial lié aux effectifs du personnel de santé (indicateur BIT) révèlent qu'un tiers de la population mondiale n'a pas accès à des soins de santé en raison des pénuries de personnel [41]. Dans des pays comme le Burkina Faso et l'Ouganda, ce déficit d'accès s'élève respectivement à 85 et 78 pour cent de la population. Il existe une corrélation étroite entre la pénurie de personnel et le développement humain. En général, plus la pénurie est grave, plus le niveau de développement national est faible et le niveau de pauvreté élevé.

**38.** Le Pacte mondial pour l'emploi insiste sur le fait que les conventions et recommandations internationales du travail favorisent l'instauration de meilleures conditions de travail pour tous les travailleurs. Il est indispensable que les professionnels de la santé jouissent de conditions de travail décentes si l'on veut améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces derniers. En raison de la majoration du risque d'exposition aux maladies contagieuses et aux substances dangereuses, ces travailleurs doivent être prioritaires dans l'accès aux soins et à la protection du revenu. En réduisant le déficit de travail décent pour les professionnels de la santé et en élargissant la marge de manœuvre budgétaire pour favoriser l'investissement dans les services de santé, on pourrait améliorer

[36] Health Policy Monitor: *Health policy in times of crisis: challenge and opportunity*, Fondation Bertelsmann, déc. 2009; «Estonian Healthcare workers protest against cuts in spending», European Industrial relations observatory Online, communiqué de presse, 16 déc. 2009.

[37] E.B. Frindinnskottir et J.A. Jonsson: *The Impact of the Economic Recession on Nurses and Nursing in Iceland*, Association des personnels infirmiers de l'Islande, 2009 (projet non publié); J. Avery et K. Evans: Recession Now Hits Jobs in Health Care, FiLife online, 13 avril 2009.

[38] OMS, Bureau régional de l'Europe, *op. cit.*

[39] Association des personnels infirmiers de l'Islande, et K. Darc: «Recession temporalily eases nursing shortage; staffing levels frozen, older workers stay put», dans *San Diego Union Tribune*, 8 mai 2009; et J. Dorschner: «Hospitals Cutting back», dans *The Miami Herald*, 6 juin 2009.

[40] Organisation des personnels infirmiers et sages-femmes de l'Irlande, communiqué de presse, 9 déc. 2009.

[41] BIT: *La protection sociale de la santé. Stratégie de l'OIT pour un accès universel aux soins de santé*, Document 2, Documents de politique de sécurité sociale, Genève, 2008, figure 4.5.

considérablement ces derniers et la protection sociale de la santé, ce qui permettrait, au moins en partie, de limiter les conséquences sociales négatives de la crise actuelle.

**39.** Réduire le déficit de travail décent dont souffrent les professionnels de la santé exige également de remettre en cause la ségrégation fondée sur le sexe qui sévit dans le secteur. Dans de nombreux pays, les hommes ne représentent qu'un très faible pourcentage des emplois infirmiers alors qu'ils occupent la plupart des postes à responsabilités. Les personnels de la santé tireraient avantage de la mise en place de programmes destinés à supprimer la discrimination et à réduire la ségrégation fondée sur le sexe, tant au niveau du personnel soignant qu'à celui de l'encadrement.

### *Les mécanismes de dialogue social ont permis dans certains cas de limiter les conséquences négatives sur les services et les travailleurs mais le bilan dans ce domaine est contrasté*

**40.** L'Association des personnels infirmiers de l'Islande a participé en 2009 à la négociation d'un pacte de stabilité entre les travailleurs, les employeurs et le gouvernement. En renonçant aux augmentations de salaire, elle a obtenu en contrepartie une meilleure protection des emplois existants et des conditions de travail [42]. L'Association a également proposé que le ministère de la Santé crée un groupe spécial chargé d'examiner et de proposer des voies de réforme du secteur de la santé en vue de garantir son fonctionnement sur le court terme et de reconstruire les services de santé après la récession. En Lettonie, le Syndicat des travailleurs de la santé et de la protection sociale a participé à un dialogue social sur les réductions budgétaires dans le secteur de la santé, mais les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à un consensus sur les conditions de travail dans le secteur [43]. L'impossibilité pour les partenaires sociaux de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les professionnels de la santé illustre la gravité et la complexité de la situation actuelle.

### *La situation actuelle dans les services de santé fait craindre les plus grandes difficultés encore pour les professionnels de la santé dans l'avenir*

**41.** La crise économique a frappé un secteur de la santé en pleine transformation. Au niveau mondial, les besoins de personnel augmentent en raison notamment du vieillissement démographique, de la gestion à long-terme de maladies chroniques et des difficultés liées au traitement des maladies contagieuses telles que le VIH/sida et la grippe H1N1. Le déficit chronique en personnels de santé et leur répartition inéquitable constitue depuis de nombreuses années un problème mondial. Si l'on se fonde sur les projections à long terme concernant le départ à la retraite des travailleurs appartenant à la génération du «baby boom» et l'allongement de l'espérance de vie dans de nombreux pays, on peut s'attendre à ce que la demande de professionnels de santé continue d'augmenter dans un contexte de pénurie chronique. En Islande, un quart des infirmiers et infirmières ont atteint un âge compris entre 55 ans et 64 ans – l'âge de départ à la retraite [44].

[42] Frindinnskottir et Jonsson, *op. cit.*

[43] «Latvian Healthcare sector hit by recessionary cutbacks», European Industrial relations observatory Online, 26 oct. 2009.

[44] Frindinnskottir et Jonsson, *op. cit.*

## Administration publique

### *La récession a entraîné une demande accrue d'interventions gouvernementales et de services publics en même temps qu'elle a réduit la capacité des gouvernements d'y répondre*

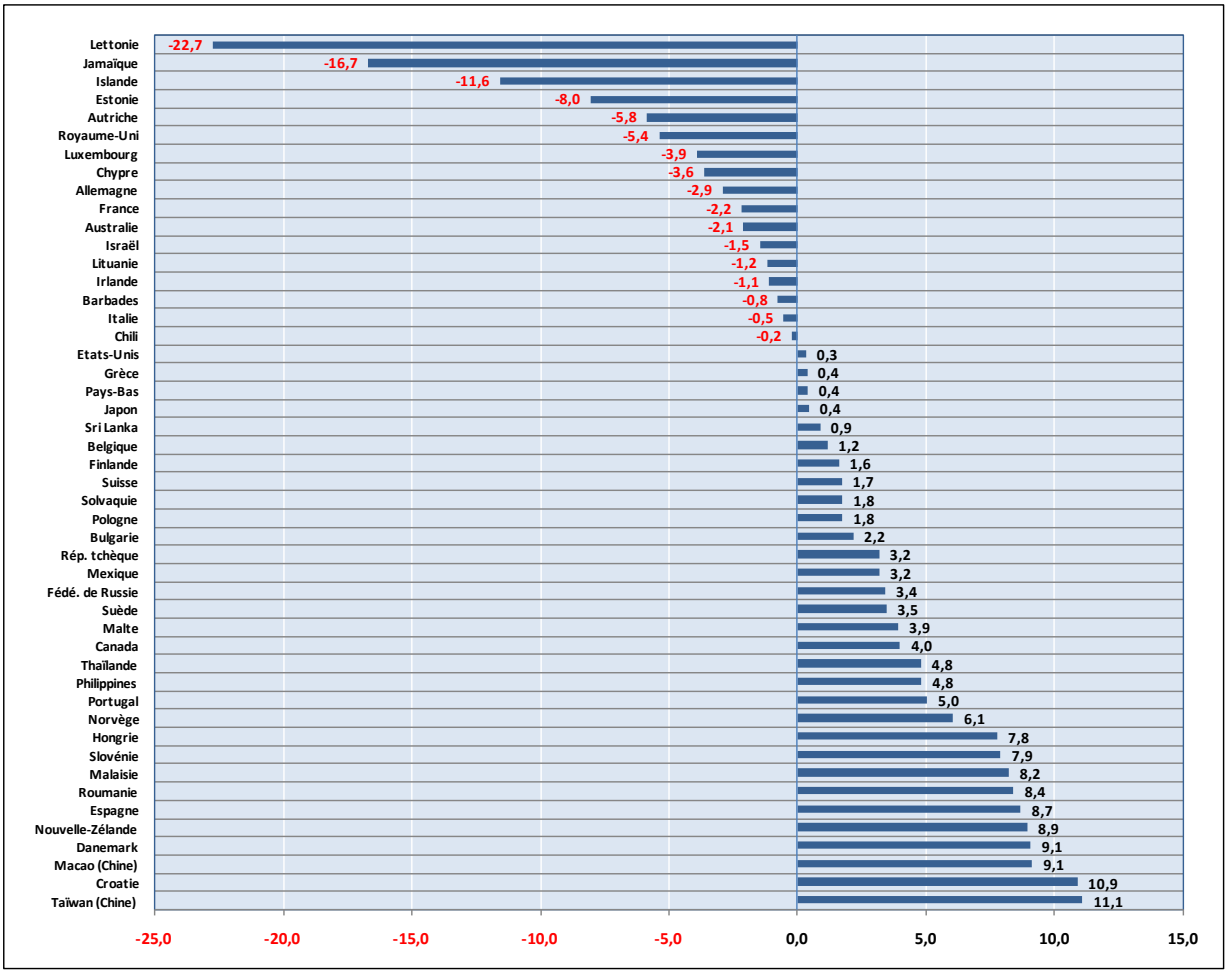
**42.** De nombreux programmes de relance économique avaient notamment pour objectif de développer l'emploi public, mais le ralentissement de l'activité économique a réduit les recettes publiques et la capacité des particuliers de payer pour ces services. Face à la crise qui a frappé divers secteurs, les trésors publics ont été fortement mobilisés pour assurer les services essentiels et assumer les obligations en matière de pensions. En même temps, les services publics ont été davantage sollicités pour compenser la perte d'emplois et la baisse des revenus personnels.

### *La récession a eu un impact inégal sur l'emploi dans l'administration publique*

**43.** L'administration publique est l'un des secteurs d'emploi formel le plus important dans presque tous les pays. Selon des données récentes, elle représentait, au troisième trimestre 2009, près de 43,4 millions de travailleurs dans 42 pays pour lesquels des données étaient disponibles. Entre septembre 2008 et septembre 2009, près d'un quart des mesures prises par 52 gouvernements visaient un accroissement de l'emploi public [45]. L'emploi dans l'administration publique de 49 pays et régions infranationales pour lesquels des données étaient disponibles a varié dans une fourchette allant de plus 11,1 pour cent à Taïwan, Chine, et plus 10,9 pour cent en Croatie, à moins 23,8 pour cent en Lettonie (figure 7). L'augmentation moyenne de 1,1 pour cent atteste un ralentissement de la croissance par rapport aux douze mois précédant juin 2009. L'emploi dans le secteur public a reculé dans 17 de ces pays qui ont, pour la plupart, considérablement réduit leur budget public. Pendant cet exercice, 11 pays ont développé l'emploi dans l'administration publique, mais l'ont réduit au quatrième trimestre, certains après avoir épuisé leur marge budgétaire pour financer la relance; cinq autres pays ont adopté l'attitude opposée, peut-être parce qu'ils y étaient poussés par la demande accrue de services. Le Pacte mondial pour l'emploi prévoit prioritairement de promouvoir et de créer des emplois notamment en fournissant des services publics de qualité. Comme il ressort des exemples ci-après, beaucoup de gouvernements ont recouru à l'emploi public pour atteindre cet objectif. Cependant, comme les facteurs sociaux, politiques et économiques qui influent sur l'emploi public sont nombreux, on ne peut imputer chaque fluctuation à la crise actuelle.

[45] BIT: *Protéger les personnes, promouvoir l'emploi: Etude des mesures pour l'emploi et la protection sociale prises par les pays en réponse à la crise économique mondiale.* Un rapport du BIT au sommet des dirigeants du G20, Pittsburgh, 24-25 sept. 2009.

**Figure 7. Administration publique: variations de l'emploi** (en pourcentage) **entre le troisième trimestre de 2008 et celui de 2009** (dans certaines économies)

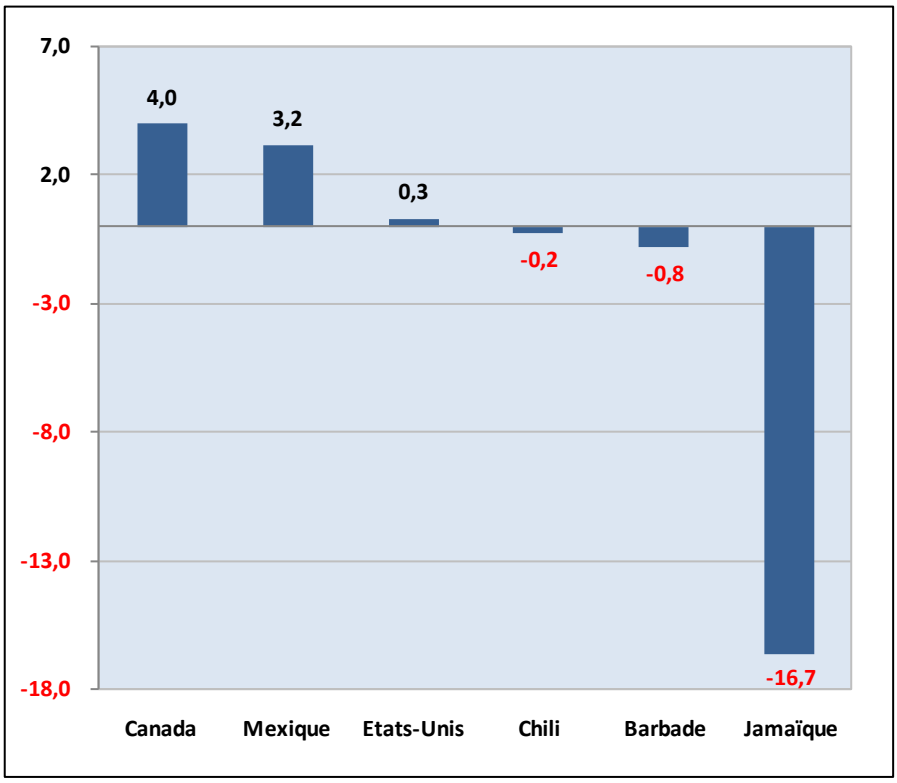



Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays. Les données pour les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

**44.** Cinq des six pays de l'échantillon pour les Amériques ont développé l'emploi dans l'administration publique. Cela ne s'explique pas nécessairement par les mesures anticycliques puisque une tendance identique a aussi été observée pendant la période 1995-2008, sauf au Mexique. Cependant, la croissance de l'emploi dans le secteur public s'est ralentie, voire inversée, aux Etats-Unis (où les gouvernements des Etats et les gouvernements locaux ont réduit leurs dépenses), à la Barbade, au Chili, au Canada, en Jamaïque (figure 8) et dans les grandes zones métropolitaines du Brésil [46]. Le Mexique a licencié récemment des employés du secteur public et la République dominicaine a tenté de créer des possibilités d'emplois à forte intensité de main-d'œuvre.

[46] Estimations officielles: Instituto Brasileiro de Geografia e Estatistica (IBGE).

**Figure 8.** **Administration publique: variations de l'emploi** (en pourcentage) **dans les Amériques entre le troisième trimestre de 2008 et celui de 2009** (dans certaines économies)

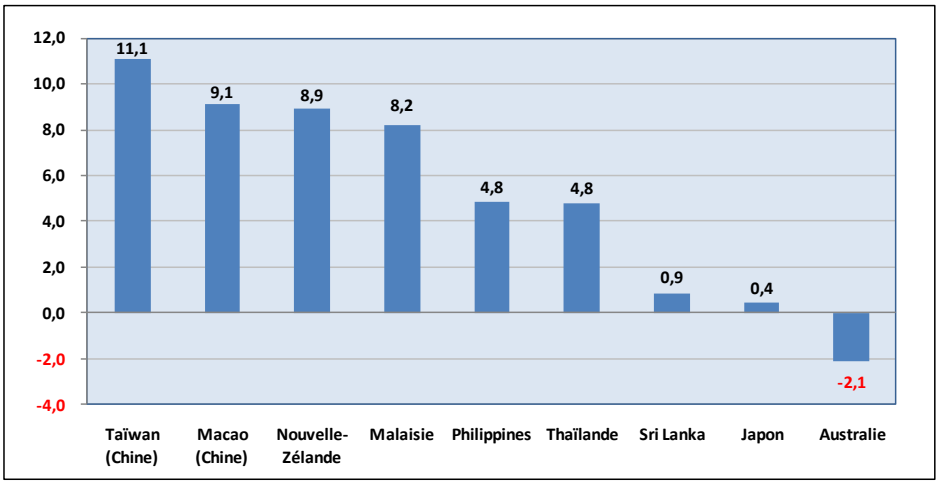



Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays.

**45.** Pendant la période 1995-2008, la plupart des pays d'Asie et du Pacifique ont développé l'emploi dans le secteur public, et six des sept pays sélectionnés, plus Hong-kong, Chine, et Taïwan, Chine, l'ont fait au cours de l'exercice se terminant en septembre 2009 (figure 9). Le Japon a connu une décennie de faible croissance économique, mais le gouvernement central a offert un soutien financier aux gouvernements locaux qui recrutaient des demandeurs d'emploi. Dans le cadre de leurs programmes de relance, le Bangladesh, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Népal et le Pakistan ont aussi adopté des mesures visant à accroître l'emploi dans le secteur public. Seuls l'Australie et Israël ont continué de réduire leurs dépenses salariales pendant le troisième trimestre. Cela pourrait être un signe de redressement des finances publiques dans d'autres pays, encore que le gouvernement du Kazakhstan ait imposé un gel de l'embauche en 2009. La Thaïlande a également connu une reprise au troisième trimestre par rapport au recul enregistré au trimestre précédent. L'Institut international d'études sociales a signalé que, dans certains pays du Moyen-Orient, la part relativement importante de l'emploi dans le secteur public en pourcentage de l'emploi total a fait office de tampon protégeant l'emploi contre les effets néfastes de la crise [47].

[47] Institut international d'études sociales, «World of Work 2009: Snapshot of the Middle East».

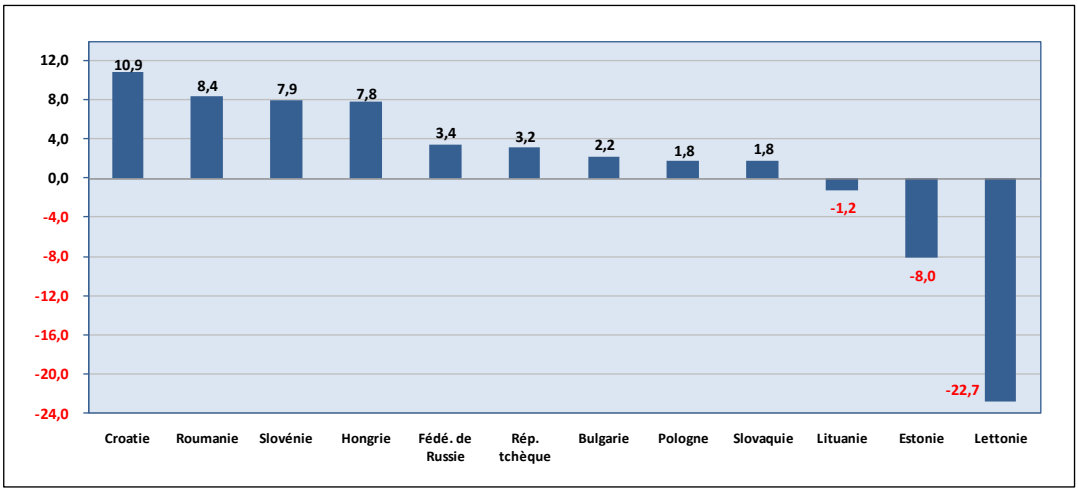
**Figure 9.** **Administration publique: variations de l'emploi** (en pourcentage) **en Asie et dans le Pacifique entre le troisième trimestre de 2008 et celui de 2009** (dans certaines économies)




Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays.

**46.** Pendant la période 1995-2008, chaque pays d'Europe orientale, à l'exception de la Hongrie, a réduit l'emploi public. Cependant, l'emploi a augmenté dans 75 pour cent des pays de la région (pour lesquels des données sont disponibles), y compris dans les pays de la Communauté des Etats indépendants, mais quatre d'entre eux ont en partie inversé cette tendance au cours du troisième trimestre de 2009 (figure 10). Cette région est l'une des plus durement touchées par la crise qui, en affectant les finances publiques, a contraint plusieurs pays à recourir à des emprunts internationaux. De ce fait, sept de ces pays ont réduit l'emploi public au cours du troisième trimestre de 2009, alors que cinq d'entre eux avaient créé de l'emploi au cours des trois trimestres précédents. La Hongrie, la Roumanie et la Serbie ont développé l'emploi public à titre de mesure anticyclique.

**Figure 10.** **Administration publique: variations de l'emploi** (en pourcentage) **en Europe orientale et dans la CEI entre le troisième trimestre de 2008 et celui de 2009** (dans certaines économies)



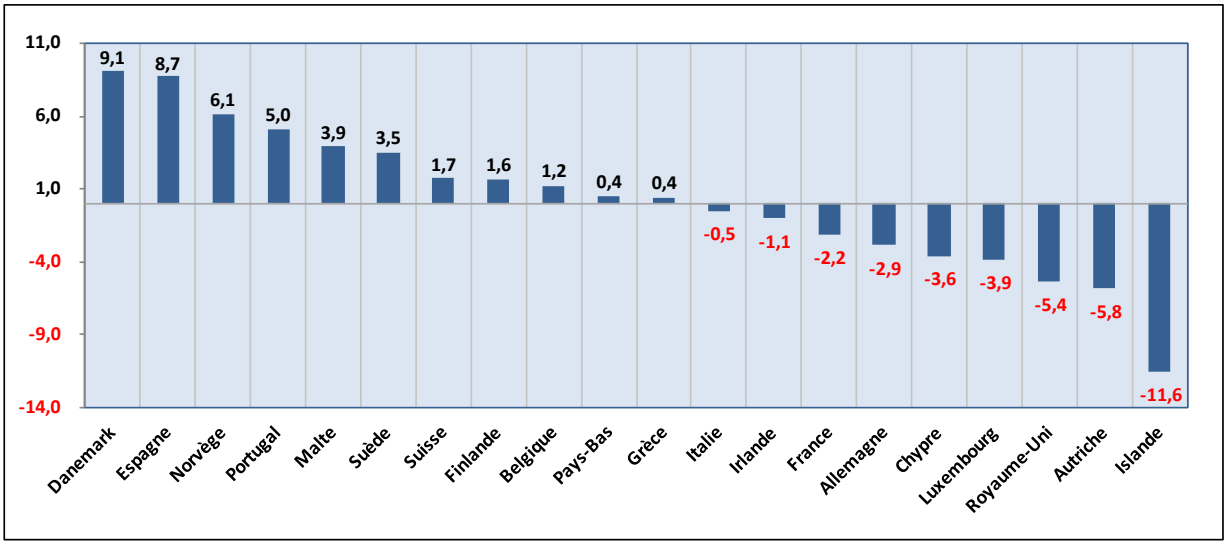

Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays. Les données pour les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

**47.** Pendant la période 1995-2008, 10 des 13 pays d'Europe occidentale pour lesquels des données sont disponibles ont développé l'emploi dans le secteur public. Cinquante-cinq

pour cent de ces pays l'ont fait en 2009 (figure 11), certains pour stimuler l'économie, alors que d'autres ont réduit l'emploi pour réduire les dépenses. Les variations ont oscillé entre 9,1 pour cent d'augmentation anticyclique au Danemark et 11,6 pour cent de baisse en Islande, qui a été confrontée à une grave récession économique et a obtenu un prêt du FMI. On rapporte que le gouvernement irlandais pourrait réduire les dépenses publiques de 5 pour cent et le Royaume-Uni supprimer 380 000 emplois d'ici à 2015. Quatre parmi les pays ayant créé des emplois au cours des douze mois ont commencé à mettre un frein à cette politique au troisième trimestre, tandis que cinq de ceux qui avaient réduit l'emploi dans le même temps ont inversé cette tendance au troisième trimestre.

**48.** Les données dont on dispose pour l'Afrique, bien que limitées, font état de difficultés concernant l'emploi dans l'administration publique. Ainsi, le Ghana a annoncé des plans visant à geler l'embauche nette dans l'administration publique, pour se conformer aux conditions dont est assorti un prêt de 300 millions de dollars. L'Afrique du Sud, quant à elle, a développé l'emploi public dans le cadre de son programme de relance.

**Figure 11. Administration publique: variations de l'emploi** (en pourcentage) **en Europe occidentale entre le troisième trimestre de 2008 et celui de 2009** (dans certaines économies)




Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays. Les données pour les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

## *L'impact a été inégal aussi sur les salaires et les pensions du secteur public; la durée du travail n'a pas été affectée*

**49.** Sur le plan salarial, alors que les gouvernements d'Amérique latine ont eu tendance à augmenter les salaires, les gouvernements d'Europe occidentale ont cherché à les geler pour se donner une marge budgétaire, et les gouvernements d'Europe orientale à les réduire pour obtenir des prêts internationaux (tableau 1). L'administration publique est un secteur à effet hautement multiplicateur, et le niveau des salaires qui y sont pratiqués influe donc sur la demande effective; c'est pourquoi le Pacte mondial pour l'emploi préconise d'agir sur ce levier comme moyen d'accélérer la reprise de l'emploi.

**Tableau 1. Variations des salaires dans l'administration publique** (dans certains pays)

| Pays | Augmentation des salaires | Réduction des salaires | Gel salarial | Ralentissement des hausses de salaire |
|---|---|---|---|---|
| Argentine | X | | | |
| Australie | X | | | X |
| Etat plurinational de Bolivie | X | | | |
| Botswana | | | | X |
| Bosnie | | X | | |
| Brésil | X | | | |
| Canada | X | | | |
| Chili | X | | | |
| Chine | | | X | |
| Croatie | | X | | |
| Chypre | X | | | |
| République dominicaine | X | | | |
| Estonie | | X | | |
| Grèce | | | X | |
| Irlande | | X | | |
| Jamaïque | | | X | |
| Lettonie | | X | | |
| Lituanie | | X | | |
| Mexique | | X | | |
| République de Moldova | | | X | |
| Pérou | X | | | |
| Fédération de Russie | X | | | |
| Serbie | | | X | |
| Espagne | | | | X |
| Suède | | | X | |
| Thaïlande | | X | | |
| Ukraine | X | | | |
| Royaume-Uni | | | X | |
| Etats-Unis (administrations locales) | | X | X | X |

**50.** Certaines mesures d'austérité ont été mises en œuvre par d'autres moyens que la réduction des salaires mensuels. En Irlande, une nouvelle cotisation de retraite a réduit le montant net de la paie, et une nouvelle grille des salaires a été proposée qui pourrait se traduire par un abaissement des niveaux salariaux. La Grèce a d'abord compensé en partie le gel des salaires en octroyant des allocations à certaines catégories d'employés, mais elle a annoncé des réductions en 2010. La République dominicaine et le Pérou ont augmenté les primes de Noël pour 2009, à la place d'une hausse des salaires. Aux Etats-Unis et en Australie, les gouvernements locaux ont réduit l'emploi, alors que leurs homologues fédéraux l'ont développé.

**51.** En ce qui concerne les pensions, les cotisations ont beaucoup diminué sous l'effet du recul de l'emploi et de la baisse des niveaux de salaire, induits par la crise. La crise a également affecté les investissements dans les régimes publics de retraite, notamment l'épargne retraite individuelle. En Serbie, le gouvernement a conclu avec le FMI un accord prévoyant le gel des retraites jusqu'en 2011. Les revenus de retraite sont particulièrement menacés pour les travailleurs qui partent à la retraite avant que la reprise ne se manifeste, qui n'ont pas de régime de retraite ou dont la pension n'est pas indexée sur les fluctuations des salaires et des prix. Le Pacte mondial pour l'emploi recommande aux pays d'envisager d'«offrir des garanties de prestations minimales dans les pays où les caisses de retraite ou les caisses d'assurance-maladie risquent de ne plus disposer de fonds suffisants pour assurer une protection adéquate des travailleurs, et d'examiner comment mieux protéger l'épargne des travailleurs dans la conception de régimes futurs».

**52.** En ce qui concerne la durée du travail, les données disponibles concernant 39 pays montrent un raccourcissement de la semaine de travail dans l'administration publique équivalent à 0,04 heure en moyenne au troisième semestre de 2009, ce qui est négligeable par rapport au nombre total d'heures travaillées dans ce secteur. Cependant, les gouvernements locaux aux Etats-Unis sont en train de mettre en œuvre, ou envisagent de le faire, des plans visant à programmer des journées sans solde, plutôt que de recourir à des licenciements.

### *Le secteur public a recouru au dialogue social et à d'autres mesures pour atténuer l'impact de la crise, avec des résultats mitigés*

**53.** Plusieurs pays ont fait usage du dialogue social pour faire face à la crise. En Croatie, en Allemagne et en Slovénie, le gouvernement et les représentants des travailleurs sont parvenus à des accords salariaux pour remédier aux effets de la crise. En Lettonie et en Roumanie, les tentatives faites pour parvenir à un accord ont échoué et les gouvernements ont promulgué des mesures unilatérales. En République dominicaine, le gouvernement a organisé une réunion au sommet au cours de laquelle le monde des affaires, la société civile, le gouvernement et les travailleurs ont examiné des mesures propres à préserver l'emploi et à garantir une protection sociale. Aux Etats-Unis, les syndicats du secteur public au niveau de l'Etat et au niveau local ont fait des concessions lors des négociations collectives. Lors des négociations collectives qui ont eu lieu au Botswana, les syndicats ont revu leurs revendications salariales à la baisse en 2009.

**54.** Certains pays ont également utilisé les services publics pour atténuer le chômage qui sévit dans d'autres secteurs. L'Ukraine a ainsi mis en place un programme de travaux publics à l'échelle nationale. La Hongrie a établi un programme de recyclage qui fait obligation aux chômeurs de longue durée bénéficiant de l'assurance-chômage de participer à des travaux publics. Le Kenya a mis l'accent sur le perfectionnement des agents de la fonction publique, plutôt que de les licencier. Ces programmes investissent dans la formation, le perfectionnement des compétences et la reconversion pour améliorer l'employabilité, comme le préconise le Pacte mondial pour l'emploi.

### *Se remettre de la crise: un énorme défi pour le secteur public*

**55.** Dans un récent document de travail, le BIT livre diverses conclusions concernant l'avenir de l'administration publique. Il indique en particulier que, dans les années à venir, les salaires du secteur public pourraient être gelés ou réduits compte tenu du poids des gigantesques programmes de relance sur les finances publiques, de la montée en flèche des déficits budgétaires et de la part importante des dépenses publiques que la masse salariale

du secteur public continue de représenter [48]. Les conséquences seraient considérables dans les pays où les agents de la fonction publique ne bénéficient pas des droits de négociation collective. La Banque asiatique de développement a suggéré que les gouvernements devraient s'attendre à devoir prendre des mesures en compensation des dépenses consacrées à la relance, afin d'améliorer l'impact de ces dernières [49]. Si ces perspectives devaient se matérialiser, il sera essentiel d'instaurer le dialogue social pour permettre aux gouvernements et aux partenaires sociaux de gérer les conflits sociaux et d'éviter l'effondrement des services.

## Le tourisme [50]

### *L'industrie du tourisme est l'un des secteurs de l'économie mondiale qui se développe le plus rapidement*

**56.** En 2008, 922 millions d'arrivées de touristes internationaux ont été enregistrées et les recettes ont augmenté de 1,7 pour cent pour atteindre 944 milliards de dollars E.-U. [51]. Le tourisme est à l'origine de plus de 9 pour cent du PIB mondial. Il représente plus de 220 millions d'emplois, soit 6 à 7 pour cent du total de l'emploi (direct et indirect) et plus de 75 millions des emplois directs de l'économie formelle à l'échelon mondial [52]. Le secteur contribue de manière décisive aux recettes d'exportation et offre des perspectives intéressantes dans de multiples domaines – création d'emplois, développement durable, diversification économique, atténuation de la pauvreté, investissements, création d'entreprises, renforcement des moyens d'action des acteurs locaux [53].

### *Le secteur du tourisme et du voyage n'a pas échappé à l'impact de la récession mondiale*

**57.** En matière de tourisme et de voyage, la demande est étroitement corrélée à la situation économique des pays développés et émergents – la croissance de l'économie s'accompagne généralement d'une augmentation des dépenses liées aux activités commerciales et au tourisme. Après plusieurs années consécutives de croissance, le tourisme international a connu, au cours du deuxième semestre de 2008, un ralentissement qui s'est intensifié au cours de l'année 2009. La brusque diminution du nombre de touristes, le raccourcissement des durées de séjour, la limitation des frais de déplacements professionnels et la réduction des dépenses sur les lieux de destination ont provoqué une

[48] L. Rychly: *Social dialogue in times of crisis: Finding better solutions*, document de travail n°1, Département des relations professionnelles et des relations d'emploi (DIALOGUE), BIT, mai 2009.

[49] P.C Padoan: *Fiscal policy in the crisis: Impact, sustainability, and long-term implications*, Working paper Series No. 178, Institut de la Banque asiatique de développement, déc. 2009.

[50] Ce secteur comprend l'hôtellerie, la restauration et le tourisme. Aux fins de la présente section, l'analyse se concentrera sur les sous-secteurs de l'hôtellerie et de la restauration.

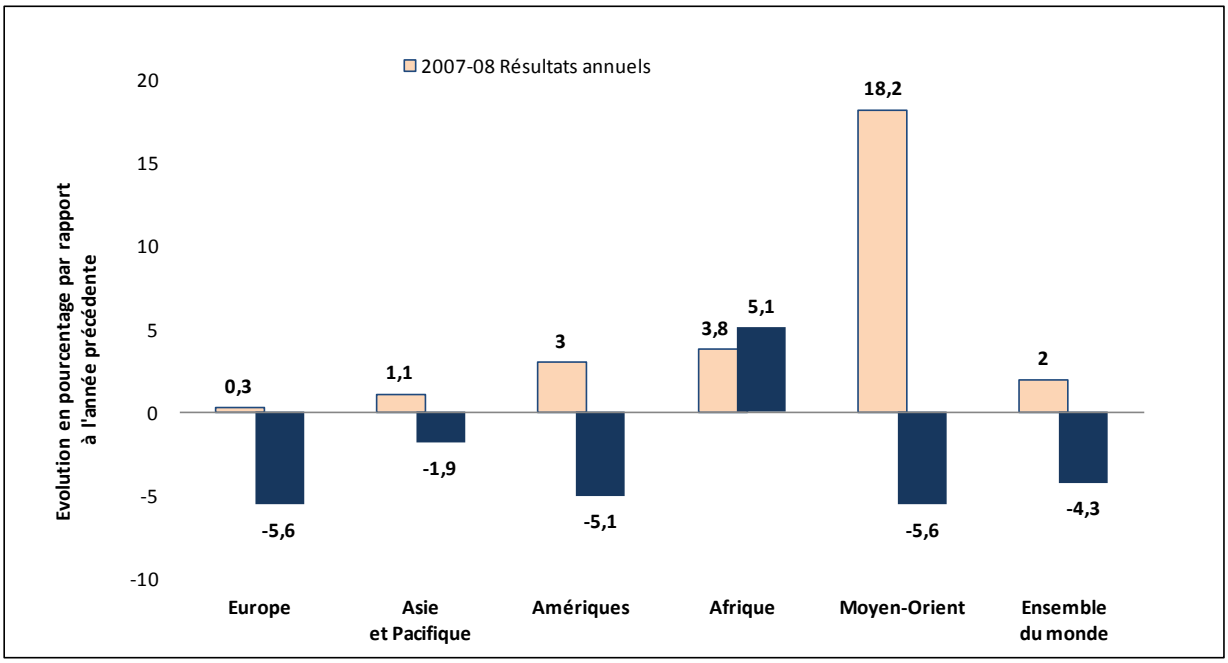
[51] En 1950, le chiffre correspondant était de 25 millions; en 1980, le nombre d'arrivées de touristes internationaux s'est élevé à 277 millions. OMT: *Faits saillants du tourisme*, édition 2009.

[52] OMT: *Feuille de route pour la relance, le tourisme et les voyages*, sept. 2009.

[53] Voir également D. Bolwell et W. Weinz: *Reducing poverty through tourism*, document de travail n° 266, Département des activités sectorielles, BIT, Genève, oct. 2008.

contraction de l'activité économique dans toutes les régions. Si les arrivées de touristes sont restées stables en Afrique, elles ont connu une chute spectaculaire au Moyen-Orient (voir figure 12). Divers facteurs ont contribué à cette tendance: l'augmentation du chômage, la frilosité du consommateur, la volatilité des marchés et la forte réduction de l'avoir des ménages.

**Figure 12. Arrivées de touristes internationaux**




Source: OMT: *Baromètre OMT du tourisme mondial*, vol. 8, janv. 2010.

**58.** L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a indiqué que le nombre d'arrivées de touristes internationaux a diminué de 4 pour cent pour s'établir à 880 millions en 2009 (figure 12). Compte tenu de la tendance négative enregistrée au cours des trois premiers trimestres de 2009, on prévoit une diminution de 6 pour cent des recettes du tourisme international pour l'année 2009 [54].

## *L'emploi a mieux résisté dans le tourisme que dans d'autres secteurs … mais la durée du travail et la rémunération ont en général diminué*

**59.** Le secteur du tourisme a toujours été confronté aux problèmes liés aux facteurs suivants: taux élevé d'emploi temporaire, occasionnel, saisonnier et à temps partiel; irrégularité des horaires de travail, salaires relativement bas, insécurité de l'emploi, peu de perspectives de carrière et, conséquence de ces divers éléments, renouvellement important du personnel; enfin, taux de sous-traitance et d'externalisation élevé et en constante progression, avec toutes les conséquences que cela implique pour les conditions de travail [55].

**60.** La crise a exercé un impact très fort, différencié par région, sur l'emploi mondial dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration (voir figure 13). Au niveau mondial, malgré une

[54] OMT: *Baromètre OMT du tourisme mondial*, vol. 8, janv. 2010.

[55] Voir également BIT: «Tourism Labour Standards and their Contribution to Gender Equality», http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/sectors/tourism/emp-tourism.htm.

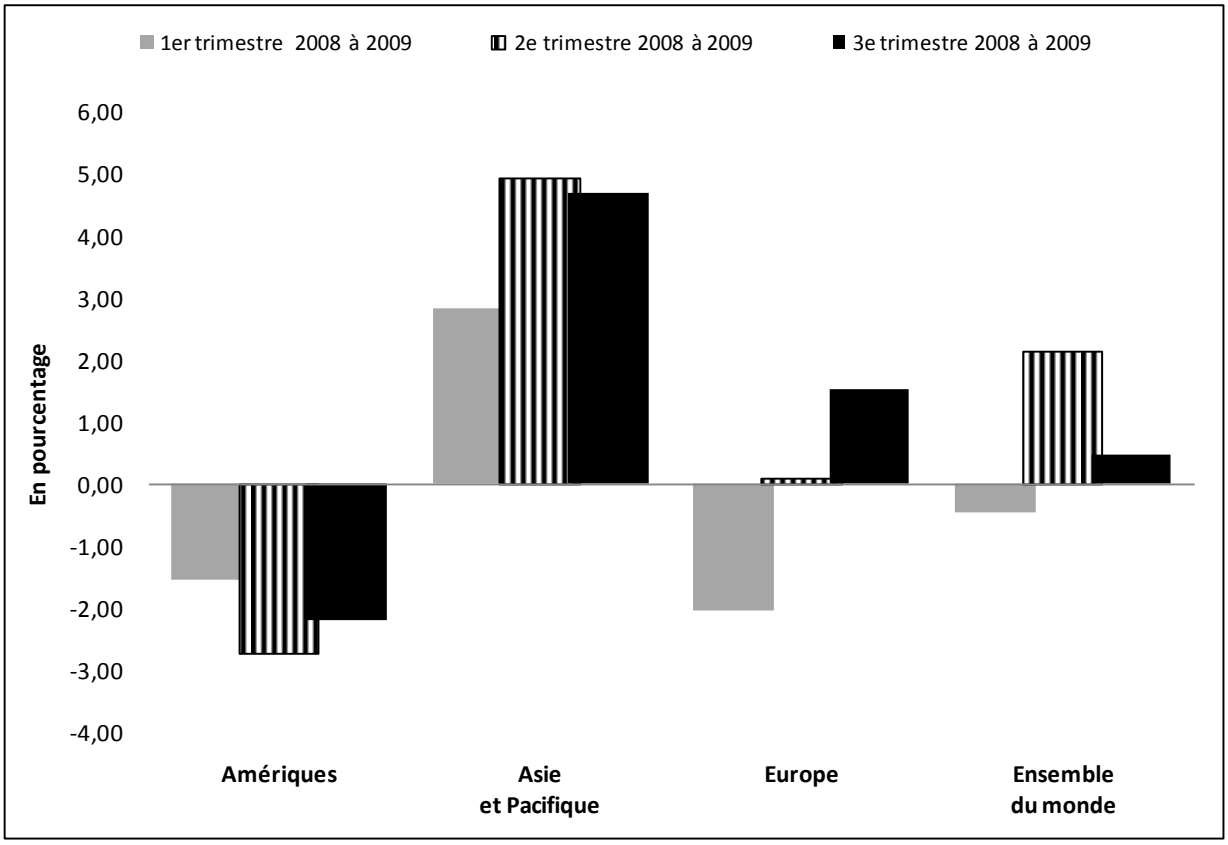
nette amélioration entre le deuxième trimestre de 2008 et celui de 2009, on constate un fort ralentissement au cours du troisième trimestre de 2009 par rapport à la même période de 2008. La région des Amériques a été la plus affectée, malgré une légère reprise au cours du troisième trimestre. La région Asie et Pacifique est celle qui a le mieux résisté; la croissance de l'emploi dans cette région s'est traduite par un relèvement du niveau mondial entre le deuxième trimestre de 2008 et celui de 2009. Le marché du travail européen montre quant à lui des signes de reprise. L'augmentation récente du volume de l'emploi en Europe et la bonne santé de l'emploi dans la région Asie et Pacifique sont probablement dues aux types d'emplois caractéristiques de ce secteur (temporaire, occasionnel, saisonnier, à temps partiel), au développement du tourisme intérieur et régional [56], ainsi qu'aux mesures expresses adoptées par les gouvernements pour limiter l'impact de la crise.

**61.** La crise n'a pas été ressentie de la même manière par les hommes et par les femmes – à l'échelon mondial, les femmes sont pratiquement deux fois plus nombreuses que les hommes dans le secteur du tourisme. Contrairement à ce que l'on peut constater dans de nombreux autres secteurs, la part des femmes dans l'emploi total – entre 60 et 70 pour cent de la main-d'œuvre – y est relativement élevée [57]. Cette disproportion s'explique sans doute par le nombre important d'emplois temporaires, occasionnels, saisonniers et à temps partiel occupés par des femmes, et par la prépondérance de ce type d'emploi en période de crise. La croissance de l'emploi enregistrée par la région Asie et Pacifique peut également s'expliquer par une augmentation plus rapide de l'emploi féminin, qui est passé de 362 200 au premier semestre de 2008 à 615 100 au premier semestre de 2009, alors que l'emploi masculin passait, au cours de la même période, de 178 000 à 224 500.

[56] Surtout en Inde et en Chine, qui bénéficient d'un marché intérieur vigoureux et en pleine croissance.

[57] BIT: *Condition féminine*, document thématique, Département des activités sectorielles, Genève, 2009.

**Figure 13. Evolution par région des taux d'emploi dans l'hôtellerie et la restauration**
(dans certaines économies) [58]




Source: Enquêtes nationales sur la population active, estimations officielles de chaque pays et d'EUROSTAT.

**62.** Le secteur du tourisme est largement tributaire du revenu disponible du consommateur. Devant la gravité de la crise, de nombreuses personnes ont limité leur train de vie aux dépenses essentielles ou ajourné leurs projets de voyage. L'Organisation mondiale du tourisme annonce une hausse du chômage dans de nombreux pays en 2010. On ne prévoit toutefois pas de retour à la normale avant 2013, et les économies émergentes devraient jouer à cet égard un rôle décisif. La crise pourrait également exercer sur le secteur touristique un effet à retardement, susceptible d'occasionner un report des recettes et des bénéfices du secteur. Il faudra effectuer d'autres recherches pour être en mesure de formuler des conclusions plus précises sur l'évolution de l'emploi, notamment en ce qui concerne les licenciements selon les types de contrats (saisonnier, temporaire, occasionnel, plein temps).

**63.** L'impact sur la durée du travail et les rémunérations a été variable. Dans la plupart des pays de l'OCDE, on a constaté une baisse de 0,4 pour cent du nombre hebdomadaire d'heures de travail entre le premier trimestre de 2008 et celui de 2009, et de 0,3 pour cent au deuxième trimestre sur ces douze mois, ce qui a permis aux entreprises de moins licencier dans ce secteur. Sur la base des informations disponibles, on constate que les

[58] Allemagne, Australie, Autriche, Barbade, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Hong-kong (Chine), Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine), Malaisie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Taiwan, République tchèque, Thaïlande.

gains mensuels moyens ont sensiblement baissé entre le troisième trimestre de 2008 et celui de 2009 en Thaïlande (–7,37 pour cent); l'impact a été moins prononcé à Singapour (–2,89 pour cent), au Royaume-Uni (–0,67 pour cent) et aux Etats-Unis (–0,52 pour cent). Les gains mensuels moyens ont augmenté légèrement au Canada (+0,27 pour cent), et fortement en Australie (+6,37 pour cent) [59].

### *Stimuler la demande globale à l'aide de partenariats public-privé et, selon les cas, de programmes de formation et de perfectionnement des compétences*

**64.** Etant étroitement lié aux autres secteurs de l'économie, le tourisme peut jouer un rôle moteur dans la reprise économique. Il a plutôt pour effet d'atténuer la crise que de l'amplifier. Par ailleurs, le tourisme durable est devenu au cours des dernières années un créneau prometteur en termes de croissance, d'emploi et de réduction des coûts liés à la vente; champ ouvert à l'innovation, il pourrait conférer de solides avantages concurrentiels aux entreprises et aux destinations qui sauront incarner le concept dans de nouveaux modes de fonctionnement et de gestion [60].

**65.** Les pays ont activement mis en place des mesures destinées à stimuler la demande globale dans divers domaines – commercialisation, promotion des lieux de destination, partenariats public-privé [61]. Depuis le début de 2009, ils ont surtout pris des mesures d'ordre monétaire et budgétaire, suivies par des dispositifs visant à faciliter les déplacements. Certains gouvernements, se conformant aux recommandations du Pacte mondial pour l'emploi, ont lancé des programmes en faveur des petites et moyennes entreprises (c'est notamment le cas de la Nouvelle-Zélande, qui a adopté un large éventail de mesures de sauvegarde en faveur des petites entreprises), ou mis en œuvre des programmes de formation et de perfectionnement des compétences (c'est le cas notamment de la Grèce, de Malte et de Singapour) afin de conserver des emplois et de former le personnel pendant les périodes de réduction de l'activité. Des mesures axées sur la valorisation des ressources humaines, l'emploi, l'environnement ou la coopération régionale ont également été mises en œuvre, dans une moindre mesure [62].

### *Initiatives en matière de dialogue social susceptibles de favoriser la coopération et la cohérence des politiques*

**66.** On sait que le dialogue social n'est pas particulièrement développé dans le secteur touristique; les déclarations communes et les accords conclus récemment entre l'OIT et ses partenaires internationaux pourront toutefois donner des orientations quant aux mesures à prendre pour combler cette lacune et, par là même, atténuer l'impact de la crise et réduire

[59] Enquêtes nationales sur la population active, estimations officielles de chaque pays et d'EUROSTAT (heures de travail uniquement).

[60] Voir également le Forum économique mondial: *The travel and Tourism Competitiveness Report 2009*.

[61] «Committed to Tourism, Travel and the Millenium Development Goals, Tourism and the G20», Nouvelles de l'OMT, Revue de l'Organisation mondiale du tourisme, année XXIII, n° 2/2009. Une base de données complète sur les mesures de relance prises par les pays en faveur du tourisme peut être consultée sur le site Web de l'OMT.

[62] OMT: *Feuille de route pour la relance, le tourisme et les voyages*, sept. 2009.

le nombre de licenciements [63]. Conformément à la recommandation du Pacte mondial pour l'emploi concernant le renforcement de la coopération, des partenariats internationaux et du dialogue social, l'OIT et l'OMT ont signé, en septembre 2009, une déclaration commune sur l'emploi et le tourisme [64]. Une déclaration analogue a été publiée par l'OIT et l'Association internationale de l'hôtellerie et de la restauration (IHRA) en janvier 2010. Ces déclarations visent à promouvoir le développement durable par des échanges d'informations, à lancer des programmes expérimentaux dans certaines régions et certaines chaînes hôtelières, et à collaborer à l'examen de questions comme le VIH/sida, le travail des enfants, les migrations de main-d'œuvre, la promotion de l'égalité hommes-femmes, et autres questions transversales. Ces initiatives ont pour but de fournir des exemples de coopération dans le cadre de partenariats public-privé et d'encourager les mandants à améliorer la coopération entre les ministères, les administrations et les parties prenantes du monde du travail et du secteur du tourisme.

## Autres réponses sectorielles de l'OIT pour faire face à la récession économique et contribuer à la mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi dans l'éducation, la santé, l'administration publique et le tourisme

**67.** Dans le respect des dispositions du Pacte mondial pour l'emploi et dans l'intérêt du processus national de décision, de la coopération internationale et de la cohérence des politiques, l'OIT devrait s'attacher particulièrement à promouvoir le partage des connaissances et le dialogue social pour s'attaquer à la question de la reprise et favoriser cette dernière. Une série de réunions sectorielles prévues à Genève en 2010 permettra d'approfondir et d'élargir cette approche, notamment dans les domaines ci-après: développement des compétences et employabilité; formation technique et professionnelle; enfin, emploi dans l'hôtellerie et le tourisme. Parmi ces réunions on peut citer un colloque intersectoriel sur le perfectionnement des compétences et les stratégies de formation au niveau sectoriel pour une reprise mondiale durable (29-30 mars 2010); un forum de dialogue mondial sur l'enseignement et la formation professionnels (centré sur la formation, les rôles, l'emploi et les conditions de travail des enseignants, les 29-30 septembre 2010); enfin, un forum de dialogue mondial sur les nouveaux développements et défis dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme et leur impact sur l'emploi, la mise en valeur des ressources humaines et les relations professionnelles (23-24 novembre 2010).

**68.** Sous réserve des ressources disponibles et des objectifs de travail déjà définis par le programme et budget pour 2010-11, le Bureau s'efforcera d'entreprendre de nouvelles activités pour aider les mandants à trouver des solutions aux problèmes posés par le ralentissement économique, dans l'optique de la fourniture de services, de l'emploi et du travail décent dans des secteurs déterminés. Dans ce contexte, il s'attachera à:

- continuer à suivre et à publier des notes d'information et d'autres analyses fondées autant que possible sur la coopération au sein des unités du Bureau et avec les mandants et portant sur: l'évolution de la crise et la reprise de l'industrie ou des services; les réformes touchant la fourniture de services dans chaque secteur (accès et qualité) et leurs implications pour les grands objectifs sociétaux (éducation, protection sociale, gouvernance, loisirs, etc.); enfin, les conditions d'emploi de la main-d'œuvre sectorielle dans les quatre secteurs; les analyses visant à mettre l'accent sur les régions pour lesquelles la collecte de données a été insuffisante;

[63] D. Bolwell et W. Weinz: *Guide for social dialogue in the tourism industry*, document de travail n° 265, Département des activités sectorielles, BIT, Genève, oct. 2008.

[64] www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/index.htm

- fournir des conseils et une assistance techniques aux mandants, dans les Etats Membres, à d'autres organisations internationales et aux institutions financières, sur demande, sur les diverses options possibles pour atteindre les objectifs du Pacte mondial pour l'emploi dans les secteurs concernés, qui se concentreraient notamment sur les sujets suivants: les possibilités d'emploi autres que dans le secteur public et les réductions salariales face à un niveau élevé d'endettement, aux déficits budgétaires et aux conditions de prêt; les dispositifs publics de garantie de l'emploi et les programmes exceptionnels de travaux publics; le développement des investissements dans les infrastructures, la recherche-développement, les services publics ainsi que dans la production verte et les services en tant qu'outils importants pour créer des emplois et stimuler une activité économique durable;

- renforcer la coopération entre toutes les unités afin que les travaux de recherche et les autres travaux pertinents au siège et dans les bureaux extérieurs prennent en compte les implications des financements et des investissements, l'évolution des conditions d'emploi et de travail en ce qui concerne la fourniture de services, l'importance de l'employabilité et des compétences dans les secteurs concernés. Ces travaux pourraient comprendre la collecte de renseignements sur les bonnes pratiques aux échelons national et sectoriel dans le respect des dispositions du Pacte mondial pour l'emploi;

- dynamiser les efforts visant à obtenir la ratification et l'application ou la mise en œuvre des normes et outils internationaux sectoriels et du travail (recueil de directives pratiques, directives, etc.) en tant que solutions aux problèmes posés par la récession;

- favoriser le développement de partenariats internationaux tels que ceux récemment conclus avec les mandants sectoriels et les organisations internationales dans le domaine du tourisme de manière à promouvoir la qualité des services et de l'emploi par les qualifications, le développement des compétences, les compétences linguistiques et l'amélioration des conditions de travail pour attirer les travailleurs à même d'offrir des services compétitifs;

- aider les mandants dans les Etats Membres, sur demande, à renforcer leurs capacités au regard des mécanismes et des politiques de dialogue social à remédier aux retombées de la crise sur les secteurs concernés à l'aide de mesures de relance durables.

Genève, le 25 février 2010.

*Document soumis pour information.*

# Annexe

**Tableau 1. Niveau et évolution de l'emploi dans les principaux secteurs économiques** (en milliers, dans certaines économies)*

| | T1 2008 | T2 2008 | T3 2008 | T4 2008 | T1 2009 | T2 2009 | T3 2009 | Evolution entre T1 2008 et T1 2009 | Evolution entre T2 2008 et T2 2009 | Evolution entre T3 2008 et T3 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | (%) | (%) | (%) |
| Agriculture, sylviculture et pêche [1] | 60 772,6 | 64 301,2 | 66 835,7 | 63 653,1 | 60 915,1 | 64 187,8 | 66 377,1 | 142,6 | –113,4 | –458,6 |
| | | | | | | | | 0,2 | –0,2 | –0,7 |
| Industries extractives [2] | 3 959,7 | 4 123,4 | 4 106,1 | 4 110,8 | 3 868.1 | 3 913,6 | 3 905,0 | –91,6 | –209,8 | –201,1 |
| | | | | | | | | –2,3 | –5,1 | –4,9 |
| Industrie manufacturière [3] | 111 874,0 | 112 145,8 | 111 514,5 | 109 780,1 | 105 680,6 | 103 888,4 | 102 488,5 | –6 193,4 | –8 257,3 | –9 025,9 |
| | | | | | | | | –5,5 | –7,4 | –8,1 |
| Services publics de distribution [4] | 9 898,7 | 10 048,0 | 10 162,5 | 10 265,3 | 10 053,1 | 9 995,7 | 10 236,4 | 154,5 | –52,3 | 73,9 |
| | | | | | | | | 1,6 | –0,5 | 0,7 |
| Construction [5] | 52 020,4 | 52 547,3 | 52 034,8 | 50 971,4 | 50 030,9 | 49 734,5 | 48 658,4 | –1 989,5 | –2 812,7 | –3 376,5 |
| | | | | | | | | –3,8 | –5,4 | –6,5 |
| Commerce de gros et de détail [6] | 107 331,4 | 107 788,7 | 107 220,3 | 106 947,8 | 105 592,9 | 105 480,1 | 105 098,0 | –1 738,6 | –2 308,7 | –2 122,3 |
| | | | | | | | | –1,6 | –2,1 | –2,0 |
| Hôtellerie-restauration [7] | 35 735,2 | 36 327,2 | 36 494,2 | 35 561,5 | 35 567,0 | 36 405,1 | 36 795,5 | –168,2 | 77,8 | 301,3 |
| | | | | | | | | –0,5 | 0,2 | 0,8 |
| Transport, entreposage et communications [8] | 45 477,9 | 45 480,1 | 45 561,6 | 45 570,6 | 45 428,5 | 44 927,3 | 44 702,6 | –49,4 | –552,9 | –859,0 |
| | | | | | | | | –0,1 | –1,2 | –1,9 |
| Intermédiation financière [9] | 24 289,4 | 24 501,7 | 24 692,2 | 24 264,4 | 24 253,4 | 24 408,8 | 24 433,0 | –36,0 | –92,9 | –259,2 |
| | | | | | | | | –0,1 | –0,4 | –1,0 |
| Immobilier, locations et services aux entreprise [10] | 30 146,7 | 30 397,0 | 30 493,6 | 30 394,0 | 30 736,2 | 30 854,3 | 30 925,9 | 589,5 | 457,3 | 432,3 |

| | T1 2008 | T2 2008 | T3 2008 | T4 2008 | T1 2009 | T2 2009 | T3 2009 | Evolution entre T1 2008 et T1 2009 | Evolution entre T2 2008 et T2 2009 | Evolution entre T3 2008 et T3 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | (%) | (%) | (%) |
| | | | | | | | | 2,0 | 1,5 | 1,4 |
| Administration publique [11] | 43 237,4 | 43 830,0 | 43 986,2 | 44 078,9 | 43 946,9 | 44 516,3 | 44 477,4 | 709,5 | 686,3 | 491,3 |
| | | | | | | | | 1,6 | 1,6 | 1,1 |
| Education [12] | 44 881,4 | 45 046,2 | 44 522,2 | 45 250,4 | 45 418,6 | 45 683,2 | 44 992,5 | 537,2 | 637,0 | 470,2 |
| | | | | | | | | 1,2 | 1,4 | 1,1 |
| Santé [13] | 53 131,3 | 53 460,2 | 53 994,9 | 54 473,2 | 54 656,6 | 55 025,2 | 55 616,7 | 1 525,3 | 1 565,0 | 1 621,7 |
| | | | | | | | | 2,9 | 2,9 | 3,0 |

Note: T1 = premier trimestre, etc.

* **Economies développées:** Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, République de Corée, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Malte, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse et Turquie. **Economies en développement/émergentes:** Afrique du Sud, Barbade, Brésil, Bulgarie, Chili, Colombie, Croatie, Chypre, Estonie, Hong-kong (Chine), Hongrie, Jamaïque, Lettonie, Lituanie, Macao (Chine), Malaisie, Philippines, Roumanie, Russie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Taiwan (Chine), République tchèque, Thaïlande et République bolivarienne du Venezuela.

[1] Sauf: Brésil, Canada, Etats-Unis, Hong-kong (Chine), Macao (Chine), Singapour et Suisse. [2] Sauf: Barbade, Brésil, Chypre, République de Corée, Danemark, Estonie, Irlande, Islande, Israël, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macao (Chine), Malte, Mexique, Singapour et Sri Lanka. [3] Sauf: Brésil et Irlande. [4] Sauf: République de Corée, Estonie, Irlande, Japon, Luxembourg, Malte, Mexique, Singapour et Sri Lanka. [5] Sauf: Barbade, République de Corée et Sri Lanka. [6] Sauf: Colombie, République de Corée, Turquie et République bolivarienne du Venezuela. [7] Sauf: Afrique du Sud, Brésil, Chili, Colombie, République de Corée, Turquie et République bolivarienne du Venezuela. [8] Sauf: Brésil et République de Corée. [9] Sauf: Brésil, République de Corée, Sri Lanka et Turquie. [10] Sauf: Afrique du Sud, Brésil, Chili, République de Corée, Luxembourg, Malte, Sri Lanka, Turquie et République bolivarienne du Venezuela. [11] Sauf: Afrique du Sud, Brésil, Colombie, République de Corée, Hong-kong (Chine), Singapour, Turquie et République bolivarienne du Venezuela. [12] Sauf: Afrique du Sud, Brésil, Chili, Colombie, République de Corée, Mexique, Singapour, Turquie et République bolivarienne du Venezuela. [13] Sauf: Afrique du Sud, Brésil, Chili, Colombie, République de Corée, Mexique, Turquie et République bolivarienne du Venezuela.

Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays. Les données pour les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.

**Tableau 2.1. Niveau et évolution de l'emploi en Asie et dans le Pacifique** (en milliers, dans certaines économies)*

| | T1 2008 | T2 2008 | T3 2008 | T4 2008 | T1 2009 | T2 2009 | T3 2009 | Evolution entre T1 2008 et T1 2009 | Evolution entre T2 2008 et T2 2009 | Evolution entre T3 2008 et T3 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agriculture, sylviculture et pêche [1] | 31 405,2 | 33 586,0 | 35 746,7 | 34 308,4 | 32 070,2 | 33 534,9 | 35 016,4 | 665,0 | –51,1 | –730,3 |
| Industries extractives [2] | 394,3 | 441,7 | 468,3 | 428,8 | 465,7 | 455,0 | 459,7 | 71,4 | 13,4 | –8,7 |
| Industrie manufacturière | 32 243,6 | 32 208,1 | 31 707,2 | 31 571,0 | 31 005,6 | 30 431,6 | 30 573,2 | –1 238,1 | –1 776,5 | –1 134,0 |
| Services publics de distribution [3] | 532,1 | 577,9 | 548,2 | 566,8 | 578,7 | 563,8 | 600,4 | 46,5 | –14,1 | 52,2 |
| Construction [4] | 13 129,6 | 13 133,9 | 12 549,2 | 12 451,6 | 13 148,8 | 12 981,7 | 12 324,3 | 19,3 | –152,2 | –224,9 |
| Commerce de gros et de détail [5] | 30 844,2 | 31 054,9 | 30 613,2 | 30 756,5 | 30 785,4 | 30 942,6 | 30 683,9 | –58,8 | –112,3 | 70,7 |
| Hôtellerie-restauration [5] | 10 083,9 | 10 211,4 | 10 235,2 | 10 155,4 | 10 369,9 | 10 713,3 | 10 715,2 | 285,9 | 501,9 | 480,0 |
| Transport, entreposage et communications [5] | 7 661,3 | 7 497,8 | 7 382,1 | 7 471,5 | 7 978,2 | 7 659,4 | 7 661,9 | 316,9 | 161,6 | 279,7 |
| Intermédiation financière [4] | 3 830,7 | 3 920,7 | 3 941,5 | 3 794,5 | 3 806,7 | 4 057,8 | 3 888,5 | –24,0 | 137,0 | –53,0 |
| Immobilier, locations et services aux entreprises [6] | 5 237,5 | 5 288,1 | 5 259,3 | 5 340,6 | 5 332,2 | 5 391,9 | 5 429,9 | 94,8 | 103,8 | 170,6 |
| Administration publique [7] | 7 411,4 | 7 658,9 | 7 594,9 | 7 694,7 | 7 759,3 | 7 959,8 | 7 853,5 | 348,0 | 301,0 | 258,6 |
| Education [8] | 7 553,2 | 7 667,7 | 7 757,3 | 7 769,5 | 7 776,6 | 7 961,8 | 8 039,5 | 223,3 | 294,1 | 282,2 |
| Santé [5] | 9 170,5 | 9 290,5 | 9 288,8 | 9 471,1 | 9 471,7 | 9 706,4 | 9 863,5 | 301,2 | 415,9 | 574,7 |

Note: T 1 = premier trimestre, etc.

* Economies: Australie, République de Corée, Hong-kong (Chine), Japon, Macao (Chine), Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Taiwan (Chine) et Thaïlande.

[1] Sauf: Hong-kong (Chine) et Macao (Chine). [2] Sauf: République de Corée, Japon, Macao (Chine), Singapour et Sri Lanka. [3] Sauf: République de Corée, Japon, Singapour et Sri Lanka. [4] Sauf: République de Corée et Sri Lanka. [5] Sauf République de Corée. [6] Sauf: République de Corée, Japon et Sri Lanka [7] Sauf: République de Corée, Hong-kong (Chine) et Singapour. [8] Sauf: République de Corée et Singapour.

Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays.

**Tableau 2.2. Niveau et évolution de l'emploi dans les Amériques** (en milliers, dans certaines économies)*

| | T1 2008 | T2 2008 | T3 2008 | T4 2008 | T1 2009 | T2 2009 | T3 2009 | Evolution entre T1 2008 et T1 2009 | Evolution entre T2 2008 et T2 2009 | Evolution entre T3 2008 et T3 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agriculture, sylviculture et pêche [1] | 10 969,9 | 10 886,1 | 11 135,3 | 11 088,1 | 10 863,1 | 11 024,1 | 11 557,4 | –106,8 | 138,0 | 422,0 |
| Industries extractives [2] | 1 283,7 | 1 329,2 | 1 304,6 | 1 396,9 | 1 224,5 | 1 269,5 | 1 290,1 | –59,2 | –59,7 | –14,5 |
| Industrie manufacturière [3] | 26 826,5 | 27 012,3 | 26 541,6 | 25 998,9 | 24 993,6 | 24 673,8 | 24 363,3 | –1 832,9 | –2 338,5 | –2 178,3 |
| Services publics de distribution [4] | 4 312,6 | 4 486,2 | 4 509,6 | 4 472,7 | 4 304,8 | 4 317,6 | 4 402,2 | –7,8 | –168,6 | –107,3 |
| Construction [5] | 16 004,7 | 15 882,1 | 15 792,2 | 15 533,0 | 15 022,6 | 14 700,8 | 14 498,1 | –982,1 | –1 181,3 | –1 294,1 |
| Commerce de gros et de détail [6] | 38 420,7 | 38 322,7 | 38 167,2 | 37 821,9 | 37 323,3 | 37 253,9 | 37 261,7 | –1 097,4 | –1 068,8 | –905,4 |
| Hôtellerie-restauration [7] | 15 543,8 | 15 671,1 | 15 573,5 | 15 307,0 | 15 301,5 | 15 239,8 | 15 229,9 | –242,4 | –431,3 | –343,6 |
| Transport, entreposage et communications [3] | 11 499,7 | 11 524,1 | 11 516,8 | 11 446,4 | 11 416,2 | 11 294,9 | 11 273,4 | –83,5 | –229,1 | –243,4 |
| Intermédiation financière [3] | 10 814,0 | 10 951,0 | 10 971,3 | 10 673,0 | 10 623,1 | 10 698,0 | 10 771,1 | –190,9 | –253,1 | –200,2 |
| Immobilier, locations et services aux entreprises [8] | 1 170,5 | 1 200,0 | 1 231,5 | 1 215,1 | 1 248,0 | 1 268,7 | 1 259,2 | 77,5 | 68,7 | 27,7 |
| Administration publique [9] | 16 263,6 | 16 403,5 | 16 485,8 | 16 430,0 | 16 493,8 | 16 634,4 | 16 619,6 | 230,2 | 230,9 | 133,8 |
| Education [10] | 14 577,7 | 14 702,6 | 14 709,2 | 14 718,6 | 14 756,7 | 14 774,4 | 14 640,8 | 179,0 | 71,8 | –68,4 |
| Santé [10] | 17 233,1 | 17 337,6 | 17 479,3 | 17 617,8 | 17 683,9 | 17 764,8 | 17 887,1 | 450,8 | 427,2 | 407,8 |

Note: T1 = premier trimestre, etc.

* Economies: Barbade, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Etats-Unis, Jamaïque, Mexique et République bolivarienne du Venezuela.

[1] Sauf: Brésil, Canada et Etats-Unis. [2] Sauf: Barbade, Brésil et Mexique. [3] Sauf Brésil. [4] Sauf Mexique. [5] Sauf Barbade. [6] Sauf: Colombie et République bolivarienne du Venezuela. [7] Sauf: Brésil, Chili, Colombie et République bolivarienne du Venezuela. [8] Sauf: Brésil, Chili et République bolivarienne du Venezuela. [9] Sauf: Brésil, Colombie et République bolivarienne du Venezuela. [10] Sauf: Brésil, Chili, Colombie, Mexique et République bolivarienne du Venezuela.

Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays.

**Tableau 2.3. Niveau et évolution de l'emploi en Europe** (en milliers, dans certaines économies)*

| | T1 2008 | T2 2008 | T3 2008 | T4 2008 | T1 2009 | T2 2009 | T3 2009 | Evolution entre T1 2008 et T1 2009 | Evolution entre T2 2008 et T2 2009 | Evolution entre T3 2008 et T3 2009 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agriculture, sylviculture et pêche [1] | 17 554,0 | 18 993,4 | 19 139,4 | 17 438,8 | 17 192,0 | 18 871,4 | 19 106,3 | –362,0 | –122,0 | –33,1 |
| Industries extractives [2] | 1 948,7 | 2 006,5 | 2 019,2 | 1 964,1 | 1 844,9 | 1 870,1 | 1 856,2 | –103,9 | –136,4 | –163,0 |
| Industrie manufacturière [3] | 50 389,1 | 50 504,4 | 50 916,2 | 49 850,6 | 47 384,2 | 46 488,6 | 45 429,4 | –3 004,8 | –4 015,7 | –5 486,8 |
| Services publics de distribution [4] | 4 942,6 | 4 868,4 | 4 983,8 | 5 116,7 | 5 054,5 | 4 995,7 | 5 120,2 | 111,9 | 127,2 | 136,4 |
| Construction | 21 623,9 | 22 244,4 | 22 436,4 | 21 647,3 | 20 591,7 | 20 788,2 | 20 635,6 | –1 032,2 | –1 456,2 | –1 800,8 |
| Commerce de gros et de détail [6] | 34 530,6 | 34 911,6 | 34 887,1 | 34 845,3 | 34 105,5 | 33 943,8 | 33 917,3 | –425,1 | –967,8 | –969,8 |
| Hôtellerie-restauration [5] | 9 975,7 | 10 321,5 | 10 551,7 | 9 968,1 | 9 772,3 | 10 330,4 | 10 714,1 | –203,4 | 9,0 | 162,4 |
| Transport, entreposage et communications | 22 809,9 | 22 996,2 | 23 130,1 | 23 022,5 | 22 473,6 | 22 369,1 | 22 119,5 | –336,3 | –627,0 | –1 010,7 |
| Intermédiation financière [5] | 7 879,4 | 7 852,2 | 8 048,5 | 8 052,0 | 7 983,0 | 7 838,3 | 7 988,8 | 103,6 | –13,9 | –59,7 |
| Immobilier, locations et services aux entreprises [6] | 23 350,0 | 23 517,1 | 23 616,7 | 23 449,3 | 23 765,7 | 23 790,7 | 23 826,6 | 415,7 | 273,6 | 209,9 |
| Administration publique [5] | 19 431,4 | 19 639,0 | 19 770,3 | 19 826,7 | 19 564,0 | 19 797,0 | 19 871,2 | 132,7 | 158,0 | 100,8 |
| Education [5] | 22 407,9 | 22 324,0 | 21 708,9 | 22 406,2 | 22 540,5 | 22 594,7 | 21 968,0 | 132,6 | 270,7 | 259,1 |
| Santé [5] | 26 455,8 | 26 563,0 | 26 952,9 | 27 100,9 | 27 210,6 | 27 285,2 | 27 581,8 | 754,8 | 722,3 | 628,9 |

Note: T1 = premier trimestre, etc.

* Economies: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Fédération de Russie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, République tchèque et Turquie.

[1] Sauf Suisse. [2] Sauf: Chypre, Danemark, Estonie, Irlande, Islande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg et Malte. [3] Sauf Irlande. [4] Sauf: Estonie, Irlande, Luxembourg et Malte. [5] Sauf Turquie. [6] Sauf: Luxembourg, Malte et Turquie.

Source: Enquêtes nationales sur la population active et estimations officielles de chaque pays. Les données pour les pays de l'UE sont fournies par EUROSTAT.